



Ah, comme il est urgent de démolir !



Octobre 2022

Notre seule tâche aujourd'hui est de détruire : détruire les préjugés, les fausses morales, les idolâtries hypocrites, la lâcheté, les lois mensongères et les institutions tyranniques, les religions trompeuses et exploiteuses, l'autorité, les oppressions et les dominations. Tout cela pour que nos successeurs puissent construire sur de nouvelles bases et ne perpétuent pas les erreurs ni les formules qui nous ont tenus esclaves et impuissants.

En lançant sa bombe, Émile Henry disait : « nous ne bâtissons pas, nous démolissons, nous n'annonçons pas de nouvelles révélations, nous écartons le vieux mensonge ».

[...]

Ah, comme il est urgent de démolir !

Ireos [Nella Giacomelli], Une colonie communiste, 1907

Le sens de la destruction	p.2
Un monde à regouverner ?	p.14
Autonomie... tu parles	p.20
Sur le sol instable du néant	p.26
Notes sur l'autogestion	p.32
L'idéal est pavé de bonnes questions	p.41
Promenade au bord du gouffre...un plongeon dans le néant	p.57
Notes sur l'autogestion	p.65

Le sens de la destruction (fin)

La question du rôle et de l'importance de la destruction dans la Révolution Sociale est-elle épuisée par tout ce qui a été dit dans les lettres précédentes ? Loin de là ; mais il n'est pas nécessaire de s'étendre autant sur les thèses suivantes. Nous nous bornerons donc à les formuler plus ou moins succinctement.

Comme nous l'avons déjà dit, la destruction est nécessaire pour dissiper aux yeux des 'vastes masses les illusions libérales, et pour donner ainsi à la révolution la possibilité concrète *de tuer la démocratie, d'enjamber toutes sortes de réformismes, de dépecer le juste milieu*. Sans le processus continu d'une profonde destruction, les massés — après la tempête, après les premières conquêtes — se calmeraient, retourneraient à leurs occupations habituelles. La vie s'arrangerait de nouveau, elle rentrerait, quant au fond, dans l'ancienne ornière. Alors, le réformisme et la Démocratie pourraient s'affermir. La Révolution Sociale serait tuée. La destruction continue ne donne pas au « milieu » le temps de prendre pied et de jouer le rôle d'une force ayant l'air de résoudre les problèmes de la Révolution et de créer la vie. La destruction découvre avec évidence l'impuissance réelle du « milieu », elle engendre la désillusion et la méfiance nécessaires envers la démocratie, elle continue à « révolutionnariser » les masses. En fin de compte, elle fait effondrer le « milieu ». (En formant en même temps le front de la réaction, la destruction, par cela même, rend la lutte plus nette et plus précise).

Les exemples cités dans la lettre précédente sont déjà une suffisante illustration de cette thèse. Nous n'y ajouterons que l'exemple de deux moments typiques dans la révolution russe : les bolchevistes existaient aussi *avant Octobre* ; avant Octobre aussi, ils prêchaient leur Révolution, ils y aspiraient. Mais cette révolution ne put se réaliser et rejeter la démocratie que lorsque le processus destructif qui y était nécessaire mûrit et souleva les vastes masses ; 2° la tentative de certains éléments les plus actifs et les plus impatients, de faire éclater la révolution déjà en *Juillet 1917* ne fut pas de succès : la destruction et ses résultats n'atteignirent pas encore à ce moment l'effet indispensable.

A l'étranger aussi, la démocratie s'amoindrit aujourd'hui graduellement. C'est qu'à l'étranger également, la destruction va son train et remplit sa mission.

Comme nous l'avons déjà indiqué, sa présence et la dépréciation graduelle des illusions démocratiques; tel est l'un des symptômes de la Révolution Sociale en développement.

La destruction continue et implacable est appelée à *briser tôt ou tard les dernières tentatives d'entente entre le Travail et le Capital* : tentatives qui, sur une certaine étendue de la révolution (surtout dans les pays industriellement avancés) auront lieu à plusieurs reprises et dans les plus larges dimensions, dans le but de faire avorter la révolution croissante et de la faire dévier dans l'« évolution », dans la voie d'accommodements, de passivité et de solution pacifique des conflits. La destruction irrésistible enlèvera, enfin, toute base possible à ces tentatives.

Ce n'est qu'une destruction irrésistible et continue qui sera à même de donner à la Révolution la possibilité réelle *de briser l'Etat* : de démasquer son impuissance créatrice, son inutilité, sa perniciosité ; de tuer l'idée étatiste elle-même, de faire approcher de bien près les vastes masses à l'idée d'une construction et d'une existence non-étatistes. Sans cette complète destruction; l'Etat se rendrait, sous quelque forme, inévitablement maître de la situation (car, s'il y a la moindre acalmie avant que le tissu nouveau se soit formé, c'est l'ancien qui reparaît). Auquel cas il n'y aurait même pas à parler d'une révolution sociale : avec l'État, le Capitalisme serait sauvé.

En dévoilant toute l'impuissance créatrice d'une organisation autoritaire qui, en même temps, empêche les recherches et la création indépendantes des masses, la destruction démontre d'une façon éclatante (palpable ?) *le péril du pouvoir et de l'autorité en général*.

Plus encore. En privant tout gouvernement de point d'appui, en démontrant pas à pas le vide et le mensonge de tout pouvoir, en supprimant consécutivement à toute forme politique la possibilité de justifier adroitement leur existence et de s'affermir solidement, la destruction brise aux yeux des vastes masses, non seulement l'illusion du pouvoir, mais aussi *de toute activité (fonction ?) politique en général*. Elle entraîne la mort du principe politique lui-même. La destruction tue la politique, toute la politique, la possibilité même

d'une construction politique quelconque, l'idée politique elle-même. Sous ce rapport, l'importance du processus destructif est énorme. Car sans une destruction complète, le mirage de l'autorité et de la politique ne peut être effacé, et sans son écroulement complet, la Révolution Sociale ne pourra être réalisée.

En dévoilant la véritable nature — l'impuissance créatrice, le vide, le mensonge et le péril— de l'Etat et de l'autorité, la destruction découvre clairement aux yeux des vastes masses aussi *toute la stérilité, toute la perniciosité du socialisme étatiste et autoritaire*. Avec tout le passé, s'écroulera aussi ce socialisme entièrement bâti sur les notions enracinées de ce Passé, et qui pour cette raison s'était si fortement incrusté dans les esprits. La vraie révolution se libérera de ses entraves.

A l'heure actuelle, le socialisme, au fond, tombe en ruines. Tel est l'un des plus importants résultats du processus destructif, et en même temps l'un des signes les plus certains de la Révolution Sociale en marche.

Il s'ensuit que la destruction est appelée à prouver aussi toute l'ineptie, toute l'inutilité des soi-disant *partis politiques* (socialistes) pour l'œuvre de la Révolution Sociale. Tous sont unanimes à reconnaître que leur abondance et le démembrement des masses travailleuses qui s'ensuit, sont l'un des plus grands obstacles à la révolution. Les partis eux-mêmes le comprennent ; mais chacun se considérant comme seul possesseur de la vérité, ne peut faire autrement que de se louer, de se glorifier, d'appeler à lui en discréditant tous les autres partis. La destruction triomphera de l'obstacle en réduisant, en fin de compte, tous les partis à un seul dénominateur : elle les tuera. En démontrant leur stérilité, en amenant les masses à la nécessité de faire et d'agir directement elles-mêmes, d'une façon unie et concrète, la destruction tuera l'idée même, absurde et fausse : celle de chercher à réaliser — pour les masses, avec leur aide et par la méthode politique (saisie du pouvoir) — telle ou autre doctrine sociale. La destruction et ses résultats vont désigner aux porteurs de ces doctrines leur place et leur œuvre véritables : de propager leurs conceptions et leur compréhension des voies révolutionnaires, mais de ne point chercher à imposer cette compréhension à la vie, comme étant la seule véritable, à l'aide d'une organisation politique et des masses artificiellement liées par cette dernière. La décomposition des partis politiques qui commence sous nos yeux,

nous est la meilleure illustration de ce qui précède.

La destruction est indispensable pour *secouer et « révolutionnariser. » les organisations ouvrières existantes*, qui dans l'ambiance « normale » de notre temps sont enclines à s'ossifier, à s'adapter, à s'enliser dans le réformisme et à dégénérer.

Entre autres, la destruction continue est un bon antidote contre toutes sortes de déviations et de « dangers » *dans le mouvement ouvrier syndicaliste (industrialiste)*, mouvement le plus précieux et le plus intéressant, au point de vue révolution sociale, dans les mouvements organisés de masses. Centralisme et bureaucratisme artificiel, exagéré ou superflu ; passivité et inactivité des cotisants ; esprit de direction, têtes détachées de la masse ouvrière et estimation trop élevée de leur pesanteur spécifique ; étroitesse -et souvent intolérance ; mélange considérable, ouvert ou caché, d'éléments politiques ; inclination outrée vers le moment évolutionniste-organisationnel, etc., etc... Louragan de la destruction dans le développement de la Révolution Sociale dissiperà ces erreurs et ces dangers. Elle rabattra, remettra en place, cinglera, éparpillera hommes et choses. Elle démasquera et refoulera les uns et poussera et éperonnera les autres. Toutes constructions de chapelle, tous hommes ou organisations s'imaginant qu'ils sont le « cc sel » du mouvement) que ce sont eux qui « feront la révolution », se trouveront pitoyables, faibles et misérables en face de cet ouragan révolutionnaire aveugle qui roulera par-dessus leurs têtes et leurs faiblesses.

Notons aussi que, précisément, la destruction, les processus aveugles qui y sont liés, et les problèmes concrets de création qui en résulteront, devront donner le premier élan décisif à la liquidation de la débandade d'idées et d'organisation des anarchistes : liquidation des égarements et des défigurations de la pensée et de la pratique libertaires. En favorisant l'apparition de la vraie ligne de l'action libertaire, en mettant les anarchistes dans la nécessité de penser et d'agir d'une façon concrète, tant qu'ils voudront prendre une part directe et vive dans le processus révolutionnaire, la destruction portera par cela même un coup mortel à toutes sortes de fausses tendances dans l'anarchisme : pacifisme doucereux, libéralisme intellectuel, individualisme excentrique ou vaguement rêveur, anarchisme « j'm'enfoutiste », mélange d'un esprit de parti et de procédés de politiciens à l'anarchisme, tendances bolchevistes et enfin

fractionisme étroit dans nos rangs.

Les partis politiques prétendent au réalisme et à la capacité des affaires. Ils considèrent l'anarchisme (dans les meilleurs cas) comme une utopie. En réalité, ce sont justement les partis qui se trouvent sur une base complètement artificielle ne leur donnant que l'aspect de réalisme et de capacité. Cela sera mis à jour dans le cours de la Révolution Sociale : la base fausse et artificielle tombera, et avec elle les partis eux-mêmes. Et l'anarchisme auquel on reproche d'être soi-disant trop théorique et détaché du réel acquerra et montrera définitivement au cours de la Révolution Sociale, — c'est-à-dire juste au moment nécessaire et démonstratif, lorsqu'il faudra montrer effectivement un réalisme social et que les partis politiques ne montreront que l'impuissance absolue de résoudre les problèmes réels de la révolution, — l'anarchisme acquerra et montrera sa base naturelle et réelle. Il devra faire jaillir ses éléments sains et vitaux, ayant rejeté certaines formations parasitaires. Sous ce rapport encore, le rôle de la destruction et de ses conséquences sera très important. Il résulte aussi de ce qui précède que les conséquences du processus destructif seront d'amener bien des anciens adversaires dans les rangs de l'anarchisme, car elles démontreront largement la vérité vitale des idées libertaires. Elles éveilleront un vaste intérêt pour l'anarchisme, provoqueront sa connaissance et son acceptation agissante.

La révolution sociale ne triomphe pas d'un seul coup ; ce n'est pas en un clin d'œil ou sous l'influence d'une baguette magique qu'elle porte ses fruits. Les premiers pas, les premiers stades du processus révolutionnaire peuvent, — doivent presque, — fatalement échouer, être erronés ou stériles. Cela menace de mener la révolution à un cul-de-sac : d'un côté, d'amener les vastes masses à une désillusion, à un abattement profond ; de l'autre, de permettre aux forces réactionnaires de briser la révolution d'autant plus facilement et de s'installer sur ses ruines. Mais *la destruction continue réagit précisément — dans la Révolution Sociale — contre l'une et l'autre éventualités* : elle ne donne pas aux forces ennemies la possibilité de s'affermir définitivement, et ne permet pas aux masses *de s'endormir sur leur désenchantement*. Elle est l'antidote de l'abattement. Elle pousse les masses toujours plus loin, les force à sémouvoir, à chercher toujours et encore. En même temps, ne laissant pas à la réaction le temps de se rendre maîtresse de la situation, non seulement elle force les masses, mais elle leur donne aussi la possibilité matérielle de surmonter le désenchantement, de le submerger, de le dépasser, de le transformer en une réflexion féconde, de mettre le temps à profit, de trouver de nouvelles issues et

voies. *C'est précisément par une destruction continue* que la désillusion inévitable des premières étapes de la Révolution Sociale sera rendue momentanée, sera neutralisée et sans importance. C'est pourquoi, aussi, la destruction qui se déroule actuellement est un des signes de la Révolution Sociale en marche. Indubitablement, l'infructuosité de la révolution russe devrait, depuis longtemps déjà, avoir créé une atmosphère désespérante et amené la masse à un abatement sans bornes, *si ce n'était justement le processus destructif continu*, poussant lentement mais sûrement la révolution en avant. En effet, nous ne voyons nulle part ni abatement ni désenchantement. Nous voyons que la Russie, ayant passé un certain stade et échoué dans un cul-de-sac, a l'air d'attendre. Nous voyons que les travailleurs des autres pays ne tombent aucunement dans le marasme et continuent d'être plus ou moins attentifs et actifs. Pourquoi ? Précisément parce que le processus destructif continu surmonte l'arrêt en créant la conscience intime de son caractère passager ; en le submergeant, en menant graduellement la révolution vers l'étape prochaine. Par instinct, les masses sentent tout cela : la destruction continue, — la révolution continue aussi. Si même dans quelque pays se produit un certain abatement à la suite de défaite ou d'échec, dans d'autres la vague d'activité croît et, dans son ensemble, la révolution avance. Une telle situation est typique pour la révolution sociale ainsi que pour le rôle, du processus destructif.

Le rôle de la destruction générale est essentiel et typique pour le développement de la révolution sociale également en ce que cette destruction, *en ébranlant toutes les bases actuelles et en préparant la révolution sur une échelle internationale*, réduit à zéro toute possibilité d'écraser irrémédiablement la révolution éclatée dans un pays par des forces réactionnaires d'un autre. Cette circonstance est une des plus importantes garantissant la progression de la révolution sociale jusqu'à sa complète victoire.

La destruction continue ne donnera pas aux forces ennemies (ou hostiles à la révolution complète) la possibilité de satisfaire économiquement et d'une façon stable telle -ou telle classe sociale pour s'appuyer sur elle, arrêter effectivement la révolution et rétablir le capital et le pouvoir sous une forme quelconque. En général, la destruction doit ne pas permettre à la révolution sociale *de s'arrêter à un résultat quelconque avant que ne soit atteint son résultat complet : entreprise d'une construction libre, début d'une communauté*

laborieuse, égalitaire et non-autoritaire.

Des bases de vie économique et sociale absolument nouvelles devront être établies au cours de la révolution sociale. Toute l'ancienne économie devra donc être ruinée de fond en comble, sans aucune possibilité de restauration sous quelque forme que ce soit.

C'est par cette ruine que le processus doit commencer. Tant que le système de vie économique contemporaine ne sera pas ruiné entièrement, les vastes masses humaines n'auront pas assez de stimulants pour se détacher résolument du passé et se mettre à l'œuvre pour la construction nouvelle. Tant que le système de la, vie économique ne sera pas complètement ruiné, il se trouvera toujours des forces qui voudront et sauront s'agripper aux vestiges du passé et rétablir sur eux l'ancien système sous une forme quelconque.

C'est dans l'abîme d'une catastrophe complète, d'un péril physique absolu que l'humanité doit jeter un regard pour s'éloigner des éléments qui l'y ont amenée, pour s'élancer résolument dans des voies nouvelles, pour creuser les fondations d'une existence vraiment neuve, vraiment progressive, vraiment humaine.

Entre autres, la destruction est indispensable pour préparer l'écroulement de toute la technique économique contemporaine : technique de production, de travail, d'échange, etc... Toute l' « inertie technique » de l'économie sociale actuelle (l'organisation actuelle du processus du travail, la fabrique actuelle, la technique actuelle de l'échange, l'argent, etc...) doit être ébranlée jusqu'à sa base par le processus destructif.

Ce que nous venons de dire au sujet des phénomènes économiques, sociaux et techniques, se rapporte également à ceux de la culture en général : politique, droit, religion, mœurs et ainsi de suite. Tous les amoncellements pseudo-culturels de notre époque devront être bouleversés de fond en comble pour que les individus entament résolument la construction nouvelle.

Ce n'est qu'une destruction acharnée de tous les trésors contemporains, — une destruction sans quartier et menée aux dernières extrémités, — qui amènera l'humanité à la conscience de toute l'absurdité et perniciosité de ce qui nous entoure, à la sensation d'angoisse et de dégoût, à la soif d'une rénovation décisive.

En secouant, prédisposant et préparant à la révolution les vastes masses de plusieurs pays, la destruction prépare ainsi *la possibilité d'une révolution accomplie par des millions d'individus*. La destruction fait la meilleure propagande car elle atteint des millions d'esprits. Elle prépare ainsi. le terrain pour une vraie révolution sociale, car elle crée les conditions dans lesquelles des

millions d'hommes désireront et réaliseront cette révolution.

Par cela même sont créées les prédispositions pour que la révolution soit le moins possible douloureuse et sanglante, et que l'élément de la violence y soit minime.

Donc, une appréciation juste du rôle du processus destructif résout, dans une certaine mesure, *le problème de violence dans la révolution sociale*. (Notons que même la révolution bolcheviste en Russie, accomplie lors d'une destruction qui était encore loin d'être achevée, passa relativement sans trop de peine et de sang. Les horreurs sanglantes des années suivantes de la révolution russe sont dues non pas à la révolution elle-même, mais à sa mutilation monstrueuse).

Le rôle de la destruction est très important dans toute une série de moments purement psychologiques.

Un des facteurs psychologiques les plus primordiaux de l'existence, du développement et surtout d'une *restauration* du capitalisme (privé ou d'Etat), est une certaine *volonté de travail* de la population laborieuse.

Dans l'état actuel d'une destruction générale et complète, le capitalisme ne pourrait être restauré *en processus social durable avec des perspectives ultérieures* qu'à condition d'un élan psychologique, d'une tension travailleuse formidable et vive des masses productrices. Pour qu'on puisse régénérer l'agriculture endommagée et dans certains pays complètement ruinée, faire renaître l'industrie altérée, faire progresser l'œuvre des transports, ranimer le système financier et le crédit mourants, augmenter sérieusement la prospérité, le bien-être de la population ainsi que sa capacité de consommation et d'achat (en dehors de ces conditions, une renaissance du capitalisme est aujourd'hui impossible), — pour tout cela, un effort grandiose et enthousiaste des masses est indispensable.

La conscience d'une stabilité, la certitude d'une solidité de la situation donnée, la réconciliation intime avec le système et son acceptation (même forcée), cela uniquement pourrait, à notre époque, alimenter et soutenir cette volonté de travail.

Mais en rendant la volonté de travail d'autant plus nécessaire, la destruction, en même temps, la tue. Plus la destruction est complète, plus l'élan psychologique doit être grand pour relever les ruines, mais il en est d'autant plus difficile. *Et c'est bien la destruction sans issue, et la conscience d'instabilité qui y est liée, qui réduisent à rien ledit facteur indispensable au capitalisme.*

Aujourd'hui, non seulement la volonté de travail ne s'accroît pas, mais partout, au contraire, diminue visiblement. Dans une série de pays, l'intensité de travail s'est abaissée dans des proportions incroyables. Toute la psychologie du

travail propre au système économique donné tombe en ruine, et alors le système lui-même s'écroule également, car sans un élan intime (même artificiel) l'existence et le développement ultérieurs de ce système sont impossibles. Les deux processus de décomposition, — décomposition du système et décomposition de la psychologie, — vont de pair en influant l'un sur l'autre, en se soutenant et se fouettant mutuellement.

Le capitalisme réussirait-il à se rendre de nouveau maître de la volonté de travail ébranlée, à l'affermir et à l'amener à l'intensité nécessaires, — telle est pour lui la question de vie ou de mort. Nous pensons que non. Nous considérons la chute violente de l'énergie travailleuse comme un des effets psychologiques les plus remarquables du processus destructif en cours, et aussi comme l'un des facteurs et des signes les plus sérieux de l'effondrement du capitalisme. Ce n'est que dans des conditions économiques et sociales nouvelles qu'une nouvelle volonté de travail est actuellement possible.

Un autre moment psychologique que nous avons déjà effleuré n'est pas moins important.

Ce n'est qu'une destruction implacable qui est à même de briser chez les masses cette psychologie d'une soumission docile au capital et au pouvoir comme à des fatalités. Ce n'est qu'elle qui peut tuer l'idée de la stabilité, de l'invincibilité du capital et de l'autorité. C'est par elle que les vastes masses acquièrent *l'idée de la nécessité d'un mouvement créateur général, l'idée du développement, de la nécessité d'une action énergique et autonome...* La pénétration de ces tendances est une condition indispensable de la révolution sociale. L'une des raisons des échecs de la lutte révolutionnaire est l'irrésolution et le manque d'initiative des masses. La destruction les amènera à *la résolution et à l'activité indépendante nécessaires.*

C'est la destruction qui détruira généralement une multitude de préjugés enracinés, empêchant les vastes masses de marcher résolument à la révolution. (Le préjugé de croire à la possibilité d'un bien-être stable, indépendamment de la prospérité du « tout » social, est parmi ces préjugés un des plus importants).

C'est la destruction, enfin, qui est nécessaire pour briser l'« égocentrisme » humain habituel et étroit : cette étroitesse assommante de nos « convictions », constructions, théories, « ismes... ». La destruction est nécessaire pour dé-

ployer devant nous les horizons *de recherches, de compréhension, de méthodes, d'action et de création d'une large envergure.*

Marxisme, socialisme révolutionnaire, maximalisme, anarchisme, syndicalisme, communisme, individualisme, « macknovtchina », — comment embrasser et concilier toutes ces contradictions ? Comment pourrait-on les lier, les réduire à une seule et, partant, active « idée-force » ?

Dans la plupart des cas, nous avons l'habitude d'enfourcher fermement *un de nos « -ismes »* et de le fouetter de jour en jour en tentant d'arriver sur lui, rejetant tous les autres sans trop d'examen, avec aplomb, intolérance et mépris. La destruction et les horizons qu'elle dévoilera tueront ce stérile « égoïsme d'idées ». La destruction et les problèmes qu'elle posera ne laisseront pas pierre sur pierre de la scholastique habituelle de notre façon de penser, de notre bafouillage coutumier. La destruction et les phénomènes qui y sont liés, montreront que la vraie vie, la vraie vérité et la vraie puissance de la révolution se trouvent *dans le plus grand rapprochement possible d'une synthèse des grains de vérité dispersés, et surtout dans une synthèse active des forces laborieuses.* Ils montreront qu'en face de la révolution sociale, tous nos « -ismes » isolés ne sont que des illusions insignifiantes d'unités elles-mêmes insignifiantes.

Résumons l'essentiel de ce que nous avons dit sur la destruction et son rôle dans la révolution sociale :

1. — Une destruction de notre système social actuel englobant absolument tout et poussée à l'extrême destruction de toute la « culture » contemporaine avec toutes ses bases, tous ses trésors, habitudes, coutumes, avec son économie, politique, droit, psychologie, mœurs sociales, méthodes techniques et organisatrices, est la condition *sine qua non* de la révolution sociale et de sa victoire complète. C'est par la destruction sans issue que la révolution sociale victorieuse doit commencer. La place pour la construction de l'édifice nouveau doit être complètement nettoyée de tout le passé. Les masses commenceront et continueront la révolution sous la pression implacable du processus destructif et de ses conséquences.
2. — Cette destruction est, dans son fond, un processus grandiose, purement aveugle et spontané, ne dépendant ni de la conscience ni de la volonté des hommes.
3. — Le rôle et la signification du processus destructif sont extrêmement multiples et variés. Tous les domaines de la vie sociale et individuelle sans exception sont engagés dans la sphère de cette destruction et retravaillés dans son creuset.

4. — La destruction grandiose qui se développe actuellement sur une échelle internationale et qui ne laisse aucune raison de prévoir son interruption, nous donne un motif sérieux de penser que l'humanité est entrée dans l'époque de la véritable révolution sociale — celle que toutes les révolutions du siècle passé ne purent atteindre.

Les anarchistes révolutionnaires de tous les pays doivent dès à présent bien apprécier cette situation et en tirer toutes les conclusions nécessaires. Et tout d'abord ils doivent se rendre clairement et définitivement compte de ce que ce ne sont pas des théories ni des « -ismes » (pour lesquels on brise naïvement, comme des enfants, tant de lances), que ce n'est pas la propagande elle-même, pas telle ou telle organisation révolutionnaire ou de parti, non plus la « minorité révolutionnaire » qui amèneront à la véritable révolution sociale -victorieuse : que ce n'est pas l'épanouissement économique, ni une « base matérielle » solide qui garantiront son accomplissement ; que le processus formidable d'une destruction aveugle et spontanée est la force motrice principale de cette évolution ; qu'une destruction aveugle et spontanée est le fond sur lequel la révolution sociale aura à construire ; que cette destruction est la base sur laquelle les masses devront édifier. C'est de ce fait fondamental, de son acceptation et appréciation fermes que les anarchistes devront partir dans leurs constructions et leur action.

Pour conclure, expliquons un peu l'expression : *nécessité de la destruction*. Il va de soi, qu'il ne faut pas la prendre dans un sens métaphysique, fataliste ou téléologique.

La *nécessité* signifie dans ce cas ce qui suit :

Le système social donné devient définitivement celui d'une stagnation et d'une régression complète. Les voies réformistes se montrent définitivement impuissantes à donner une issue à la situation. La seule issue devient alors la révolution sociale.

Mais, *par la force de certaines conditions fixes et insurmontables, cette révolution s'attarde, ne se réalise pas*. Les conditions qui entravent sont par leur caractère telles, qu'elles ne peuvent tomber qu'avec certaines bases de la vie qui les soutiennent. C'est précisément en face de ces bases que la révolution reste impuissante. (L'action de propagande — elle-même — reste également impuissante).

Alors, l'ordre qui a vécu, mais qui tient encore, engendre d'une façon naturelle une série de phénomènes destructifs : la stagnation devenant durable, engendre la décomposition et la débâcle. *Cette débâcle, en détruisant toutes les bases vitales existantes, ruine aussi, par cela même, les conditions qui entravent, préparent les conditions nécessaires et amène enfin à la révolution décisive.* En d'autres mots, la destruction de ces bases devient condition essentielle — *nécessité* — de la révolution.

Si la destruction ne possède pas *une plénitude achevée*, si les bases ne sont pas enlevées jusqu'aux racines, la résurrection des conditions qui entravent la plénitude de la révolution et arrêtent son développement est encore possible. Or, en présence de certaines données, plusieurs raisons, également naturelles, amènent justement à cette plénitude et à l'achèvement de la destruction. La plénitude achevée de la destruction garantit celle de la révolution. Elle est donc, également, une condition essentielle — *nécessaire* — de la révolution sociale et de sa victoire complète.

Nous estimons que telle est précisément la situation internationale actuelle. Des conditions déterminées retiennent la révolution décisive. Seule la destruction de certaines bases sociales peut briser ces conditions. La décomposition et la débâcle de l'ordre capitaliste expirant mènent automatiquement à cette destruction et ainsi à surmonter les conditions qui font entrave à la révolution. Le caractère, les dimensions et l'ambiance de la destruction donnent toute raison de croire que les bases vitales existantes et, partant, les conditions qui empêchent la révolution décisive, seront cette fois anéanties sans possibilité de retour,

et la révolution ne pourra être arrêtée.

C'est dans ce sens que nous parlons de la « *nécessité* » de la destruction, et c'est pourquoi nous considérons notre époque comme celle de la révolution sociale.

VOLINE.

La Revue Anarchiste, n° 20, Septembre 1923.

Un monde à regouverner ?

Rien, sur cette terre, ne se soustrait à notre regard et à notre pensée. Bien au-delà de la pensée et du regard, nous percevons une étendue infinie de mondes nouveaux. Mais nous avons adapté cette infinité à nos dimensions, nous avons réduit à nos mesures ce qui au départ sembler l'excéder, car la rigueur de notre mode de pensée ne peut pas prendre en considération quelque chose sans l'avoir auparavant délimité.

Aujourd'hui, le monde dans lequel nous vivons est considéré comme le monde où l'homme progresse, agit, travaille, un monde qui semble être fait par l'homme à sa mesure. Mais il est vrai aussi que l'homme ne le maîtrise pas.

Le langage courant définit par le terme d'aliénation sociale l'écart existant entre les personnes et leur vécu. L'individu devient étranger, et par là même impuissant, vis-à-vis de ce qui l'entoure, des biens qu'il produit aussi bien que des rapports sociaux, qui sont en réalité le résultat de son activité. Marx identifiait l'origine de l'aliénation dans l'absence de possession, de la part des travailleurs, des biens qu'ils ont eux-mêmes produit. La sortie de l'aliénation pour ces travailleurs consistait donc – selon lui – à reprendre ces biens à travers la conquête des moyens de production.

Cela ne doit pas sembler étrange si les théories actuelles sur la démocratie directe, sur l'autogouvernement et sur l'autogestion – des vocables qui, bien qu'ayant une origine et une signification différentes, sont employés indifféremment de manière désinvolte presque comme s'il s'agissait de synonymes – se basent en grande partie justement sur cette conception, naturellement actualisée. Le marxisme n'a-t-il peut-être pas l'intention de s'emparer de ce monde tel qu'il est ?

Quel est donc le raisonnement confectionné par les actuels partisans de l'autogouvernement, par ceux qui promeuvent un projet politique basé sur la gestion par le bas de la société ? Tout ce qui nous entoure est à nous, et pourtant tout cela nous échappe. En d'autres termes, nous avons créé ce monde mais ce sont d'autres qui en profitent. Par conséquent, si nous désirons dépasser la distance qui nous sépare de ce qui nous appartient, qui appauvrit notre existence, et donc éliminer la domination de classe qui en est la cause responsable, nous devons chercher à accroître notre contrôle aussi bien sur les conditions immédiates de notre travail et sur sa destination, que sur la manière de régir l'ensemble de la vie en commun. Cela ne peut s'obtenir que si l'on attribue directement aux personnes (qu'autrefois on identifiait dans les travailleurs,

catégorie considérée aujourd'hui comme trop limitative pour être prise en considération, et que l'on a alors préféré remplacer par celle des citoyens) le pouvoir de gérer de manière autonome les activités sociales.

On parviendrait ainsi à un système d'organisation de ces activités dans un sens plus libertaire, selon lequel les décisions concernant leur conduite seraient prises directement par tous ceux qui y prennent part, atteignant donc une déstructuration de l'ordre étatique dans un système d'autonomies locales. C'est aussi simple que de boire un verre d'eau.

Quelque chose ne tourne pourtant pas rond dans ce schéma parfaitement logique et harmonique.

Tout d'abord, l'opposition entre dominants et dominés – ou si l'on veut utiliser des termes plus désuets, entre maîtres et esclaves – ne peut pas être simplement réduite à l'affrontement entre ceux qui gèrent et ceux qui sont privés de la gestion. En effet, si l'on identifie la transformation radicale à une simple rationalisation de type autogestionnaire des différentes activités et fonctions – prétentieusement baptisée « autogestion généralisée » -- on réduit l'ensemble de la « question sociale », le problème de la domination et de la recherche de la liberté, à une simple dispute sur la manière de gouverner l'existant.

À ceux qui aujourd'hui, émergeant d'une longue période de silence embarrassé, quand il ne s'agit pas de déclarations honteuses de prise de distance de la conflictualité sociale, à ceux-là qui s'agitent sur leur siège pourri en refourguant leurs misères dignes et méritables de cette existence pour de prodigieuses leçons sur les possibilités considérables d'appliquer l'autogestion « ici et maintenant », nous n'avons rien à dire. Poursuivez votre route, trombones et truffes de toutes sortes, avec vos stratagèmes formels : c'est votre heure.

Aux autres, à ceux qui se font embobiner par commodité ou par opportunisme, il nous vient spontanément de demander ce que, bon sang, nous devrions autogérer de ce monde, à part la manière de l'abattre.

Si l'autogestion est considérée comme la conduite d'organismes ou d'activités de la part de ceux qui y opèrent directement, il est bien trop banal de faire remarquer que le simple fait que le pouvoir décisionnel subisse une modification, le déplaçant de haut en bas, n'est pas en soi suffisant pour garantir un changement substantiel de l'organisme ou de l'activité en question. Une usine d'arme peut très bien être « autogérée », cela reste malgré tout une usine d'armes. Les avocats défenseurs de l'autogestion s'opposent naturellement à ce

genre d'exemples, considérés comme trop extrêmes pour pouvoir formuler un jugement à leur égard. Cela peut très bien être vrai, toutefois le problème – armes ou pas armes – reste inchangé. Est-ce uniquement la forme de gestion d'une activité qui la rend adverse, ou bien sa nature même ?

Pour quelles raisons devrions-nous nous réjouir de l'existence d'usines autogérées, d'écoles autogérées, d'asiles autogérés, de banques autogérées, etc ? Ou bien nous ne critiquons ces structures uniquement parce qu'elles sont dirigées de manière autoritaire, et alors nous jubilons dès qu'elles sont prises en mains par les premiers concernés, ou bien nous les critiquons car ce sont des structures autoritaires, produit et source de hiérarchie et d'inégalité matérielle, peut-être importe qui les gère et comment. Si tout passait dans les mains de cette fameuse nouvelle classe politique de citoyens capables de transcender et de traverser les classes sociales, cela conduirait-il peut-être à une transformation radicale ?

Mais admettons que la plus grande de nos aspirations ne soit rien de moins que d'envoyer nos enfants dans une école autogérée ; pourquoi au juste la domination devrait-elle nous le concéder ? Pourquoi devrait-elle nous laisser ce dont elle dispose ? La réponse qui nous est donnée est paradoxale : hier l'État était omnipotent, il est aujourd'hui impuissant. Et c'est justement parce que nous traversons une période où la classe dirigeante se montre toujours plus incapable de gouverner que prolifèrent avec autant de succès les idées d'autogouvernement ou d'autogestion, grâce à la débâcle de la vieille classe politique qui a offert une possibilité inespérée d'expérimentation politique et sociale.

Cela signifie que, même si nous n'avons pas été capables de faire une révolution, d'arracher par la force ce qui d'après nous nous appartient, nous ne devons pas trop nous préoccuper. Heureusement nos ennemis se démontrent plus incapables encore que nous d'atteindre leurs buts et, qui sait, ils pourraient être contraints à nous concéder gentiment ce que nous n'avons jusqu'à maintenant pas réussi à obtenir par la force. Naturellement, ils ne nous concéderont pas tout, cependant, forts de notre illusion religieuse selon laquelle la société se transforme par la persuasion, croyant que les anarchistes incarnent l'humanité parfaite, il ne nous reste qu'à donner le bon exemple pour déchaîner le virus de l'autogestion généralisée.

Maintenant, l'idée d'une autogestion qui se répand peu à peu, goutte à goutte, à travers la prouesse de sa propre force, est parfaitement cohérente avec l'idée d'une libération graduelle, à obtenir petit à petit. L'une comme

l'autre ne conçoivent pas la société comme une totalité, et toutes deux, bien entendu, présentent l'avantage de rendre une révolution superflue.

Car après tout, le sens des perspectives politiques ouvertes par un tel projet c'est de réaliser une révolution douce, tranquillisante, pacifique et légale. Si tous les « citoyens », désormais conscients de l'inexactitude des vieux politiciens, soutenaient le programme autogestionnaire, la « révolution » se ferait d'elle-même, implicitement. Le soldat abandonnerait l'uniforme, l'industriel frappé par la compétence de ses ouvriers leur donnerait son usine, le ministre se priverait de ses privilèges pour aller piocher la terre, et ainsi de suite. Tout cela est naturellement inconcevable, mais cela n'empêche pas qu'immanquablement quand nous nous trouvons face à la réalisation d'un semblant d'autogestion de quelque chose, se déclenche un mécanisme qui nous amène à donner de l'importance à de tels épisodes et à les saluer comme des signaux concrets que la domination commence à perdre le contrôle. Mais même si cela était vrai, qu'est-ce qui provoque notre approbation ? La capacité démontrée par la base de pouvoir se passer du sommet, ou bien ce qui pourrait arriver quand ceux qui sont au pouvoir se rendront compte qu'ils ne peuvent plus tolérer d'ultérieures tentatives d'autogestion ?

Car les grands discours que l'on fait sur l'autogestion nous semblent dépendre plutôt de sa prétendue habilité à remplacer une révolution. En pratique, ce qui alimente toutes ces espérances à propos de l'autogestion c'est la conviction que dès que les individus deviennent capables de se réunir librement et sans médiateurs pour affronter leurs problèmes quotidiens et pour chercher à les résoudre, l'État commence automatiquement à se dissoudre, comme s'il s'agissait d'un ectoplasme. D'où la possibilité de commencer à s'imaginer le remplacer par un réseau de structures autonomes capables, à la longue, de le vider de toute forme de pouvoir. L'interminable controverse qui divise depuis longtemps les partisans de la destruction et les « constructeurs » est-elle à un tournant ?

Pourtant, l'autogestion de l'existant ne préfigure absolument pas la disparition de l'État, éventuellement son renforcement. Après l'institutionnalisation d'un grand nombre de pratiques collectives – à travers lesquelles s'était d'abord exprimée une revendication radicale aux associations nées de ce mouvement sera livrée la simple gestion des effets des contradictions que l'État ne parvenait plus à administrer (l'art de s'arranger pour survivre, l'intégration sociale, l'animation culturelle...). Une fois soulagé des « accessoires, il pourra mieux se consacrer à l'essentiel. Ainsi, au lieu de disparaître, l'État se renforcera en

disposant de soutiens considérables au sein d'une « société civile » convertie en « société civique ».

Il est étrange que ce soit justement les paladins du réalisme qui oublient qu'autogérer son usine, son école ou son travail n'a jamais détruit l'aliénation, pour ne pas parler de l'autorité.

Évidemment certains cherchent à justifier cet échec avec le fait que les expériences d'autogestion du passé ont toujours eu lieu dans des situations particulières, pour ainsi dire des situations de crises. Mais cette explication s'avère inadaptée au fur et à mesure que la nature de notre oppression se dévoile, et va plus loin que les simples catégories économiques si chères aux syndicalistes, aux marxistes, et aux différents autogestionnaires présumés.

Du reste, nous ne voudrions pas faire croire que la seule chose qui ne nous convient pas dans l'hypothèse autogestionnaire ce soit une foi excessive dans la « méthode sublime ». Comme si nous voulions à tout prix exproprier par la force ce que nous pourrions peut-être obtenir gracieusement. La question est ailleurs : Pourquoi devrions-nous reprendre ce monde ? Qu'est-ce qui, dans cette existence, vaut la peine d'être vécu ?

À la différence des « autogestionnaires », nous ne ressentons pas ce monde comme le nôtre. Nous ne considérons pas que nos activités quotidiennes constituent des réponses à des conditions naturelles, des réponses qui se trouvent simplement au-delà de notre contrôle ; nous sommes nous-mêmes les auteurs de ces conditions. C'est à travers nos actions quotidiennes que se reproduisent les rapports, la culture, l'éthique de cette société, tout comme sa forme sociale. Aller travailler pour renflouer son compte en banque n'est pas inhérent à la nature humaine, comme est à l'inverse dans la nature d'une abeille le fait d'aller recueillir du miel pour une abeille. Les autoroutes, les marchandises, les ordinateurs, n'existent pas comme des représentants de l'inéluctable destinée humaine sur lesquels il faudrait seulement réussir à mettre les mains pour pouvoir en jouir.

– Nous recevrons le monde en héritage – disaient les anarchistes espagnols pendant la révolution. C'est probablement parce qu'ils voulaient hériter de ce monde qu'ils finirent par émettre de nouveaux billets de banque et par entrer au parlement. Mais nous, nous n'avons pas créé librement le monde, selon notre plaisir, nous avons été contraints de le faire d'une certaine manière. Le monde tel qu'il est n'est donc pas à la mesure de l'homme – comme

le soutiennent les apologistes de l'existant – mais à mesure d'un certain type d'homme, craignant le pouvoir.

Pondre des projets pour une vie alternative, des projets qui ont besoin pour être crédibles de se baser clairement sur ce que l'on connaît, sur ce qui existe déjà, pourra s'avérer toujours et uniquement utiles à la domination, qui verra sa perpétuation assurée. En plus, bien entendu, de constituer une excellente pommade à l'inquiétude de ceux qui préfèrent se contenter de la maigre satisfaction de ces quelques miettes ramassées.

Ces considérations se révéleront bien sur incompréhensibles aux utopistes concrets qui sont bien enracinés dans ce monde. À partir du moment où nous refusons d'en hériter, nous ne nous retrouvons avec rien de concret en mains, finissant sûrement par ne pas être capable de préciser ce que nous volons, puisque nous n'en avons jamais eu l'expérience. Cependant, nous savons une chose. Le monde où nous vivons est surtout le monde où nous mourons, où périclent nos rêves et nos désirs. Et concilier ces deux mondes est impossible. Si le premier souffre à nous dès que nous reconnaissons que nous lui appartenons, le second une hostilité implique de notre part, une conflictualité à laquelle il n'est pas possible de renoncer. L'unique chose que nous pouvons autogérer, ici et maintenant, c'est la destruction de tout ce qui existe.

Nous vivons dans un monde misérable. Il ne peut venir à l'esprit de personne de critiquer ceux qui s'efforcent tout bonnement de vivre de la manière la plus indépendante possible. Mais que l'on ne vienne pas nous refourguer le réalisme du moindre mal pour la liberté ici et maintenant. L'idée qu'une forme de décision représente la satisfaction suprême du désir de liberté est une aberration. Comment peut-on être aussi borné, au point de confondre le goût de la liberté avec celui d'une orange cultivée biologiquement et échangée de manière équitable ?

Maria Zibardi

Anarchismo n° 74, septembre 1994

Autonomie... tu parles

Nous vivons dans un monde qui nous a enlevé progressivement toutes les possibilités de vivre, voire de survivre, hors de son cadre. Au cours des 150 dernières années, la domination et le capitalisme industrialisé se sont répandus, peu à peu, sur toute la planète et même au-delà. Face à l'expropriation progressive des possibilités d'une vie *autre*, s'est développé un courant qui avance de manière générale la *réappropriation* comme perspective de lutte. Cette réappropriation opère sur différents niveaux comme par exemple les savoir-faire de jadis, les espaces, l'entraide dans un contexte de collectivité. La théorie de la réappropriation est certainement évolutive et pas rupturiste, dans le sens où elle considère les réappropriations d'aujourd'hui comme les germes de la société future. La réappropriation reste alors en général dans le cadre du quantitatif, c'est à dire de l'extension *progressive* de l'autogestion vers sa généralisation totale. Ses protagonistes estiment qu'acquis ou non par une « lutte », il existe encore des interstices physiques ou mentaux où l'on pourrait expérimenter plus ou moins librement la construction d'autres rapports sociaux. Dans ce sens, on pourrait tracer une ligne de pensée qui se concentre autour de concepts tels que la réappropriation, l'autogestion et l'autonomie face au monde dans lequel on vit.

L'évolution historique du capitalisme et de la domination en général a éliminé progressivement toutes les formes ou possibilités existantes d'*autonomie*, d'*indépendance*, d'*autosuffisance*. On ne peut plus parler d'un en-dehors du capital ou des rapports sociaux existants, d'un endroit que la saleté de ce monde n'aurait pas atteint. Au niveau physique, tout l'environnement est empoisonné et modifié selon les besoins de l'économie capitaliste. Comment pourrait-on s'imaginer un ailleurs, quand les semences OGM sont désormais partout, quand la radiation n'épargne personne ? Et même si c'était possible, comment pourrait-on, dans la croyance en des *relations libérées*, ignorer l'existence des prisons, des centres, des usines, des institutions de ce monde ? Car la liberté pour laquelle nous nous battons est la possibilité toujours plus étendue de nous réaliser, de nous affirmer en tant qu'individus. Ce désir si effréné, cette aspiration sans aucune mesure ne peut ni se renfermer dans une commune de quelques dizaines de mètres carrés libérés, ni se contenter de deux trois relations moins merdiques et moins autoritaires.

La domination et le capitalisme sont tout d'abord un ensemble de rapports sociaux, mieux, c'est le rapport social. Et non quelque chose de prétendent

imposé de l'extérieur. Si certains pensent encore qu'une insurrection ou une révolution sont possibles, il en découle en inversant le raisonnement que c'est aussi grâce à notre consentement, à notre résignation que la machine continue à tourner. Le système n'est pas seulement fait de maîtres corrompus qui nous maintiennent sous leur joug par le biais de la matraque, mais aussi et peut-être même surtout, du mécanisme social auquel participe chacun. En ce sens, les tant loués savoir-faire « d'avant le saccage par le capital » étaient profondément liés aux rapports sociaux existants. Si l'on prend l'exemple de l'économie agricole, certes le rapport à la terre était différent de celui qu'imposent aujourd'hui les grandes bio-industries. Mais cette économie agricole d'avant « la colonisation du capital », ne reposait pas uniquement sur un rapport différent à la terre. Ces mêmes paysans pouvaient *aussi* exploiter leurs enfants dans les champs. Le contrôle social à l'intérieur des villages ruraux fût *aussi* tellement fort que l'affirmation de l'individu se heurtait directement à l'autorité des vieux, du prêtre, de la coutume, du patriarcat. Au lieu d'opposer *aujourd'hui* d'anciennes formes de communautés à celle du capital d'une manière mystificatrice, parlons plutôt de la continuité des rapports autoritaires (qui ont certes changé de formes mais pas de fond) et surtout de la continuité de la subversion, des réfractaires. Car même dans ces villages de jadis, certains ne supportaient pas le train-train quotidien, s'opposaient à l'exploitation et à l'oppression et devaient se battre pour ne pas être broyés par la machine communautaire. Faire abstraction de la forme que prenait l'oppression de jadis, oublier tous ceux et toutes celles qui se sont battus, et par là-même ouvrir la voie à une adoration béate « des communautés rurales », des « formes-de-vie différentes », nous semble une piste pour le moins douteuse si l'on veut combattre l'autorité d'aujourd'hui.

A travers l'histoire, beaucoup ont cru qu'il était possible de construire d'*autres* rapports sociaux en se tenant un peu à l'écart. Autrefois, il était certainement plus facile d'y croire quand existaient encore des montagnes inexpugnables, des forêts gigantesques, quand il suffisait de traverser des barrières naturelles pour *déserrer* – ici maintenant, il faudrait se contenter d'un bâtiment pourri au milieu d'une quelconque métropole, d'une ferme à côté d'une centrale nucléaire, d'une vallée traversée par les TGV, d'un endroit entouré d'arbres mais avec un satellite GPS au dessus de sa tête.

La progression du capital a rendu impossible tout *dehors*, tout *extérieur*. Et pas seulement sur le plan matériel, mais aussi de plus en plus dans les cerveaux et les cœurs. Le capital est bien en marche pour vendre la liberté comme possession de marchandises, la solidarité comme délation, la fraternité comme

guerre. La question principale n'est alors pas dans les formes perdues, mais dans les contenus perdus, dans la marge toujours plus minime qui nous reste encore pour tout juste pouvoir s'imaginer d'*autres* rapports sociaux. Voilà la vraie expropriation.

Il n'y a donc plus de dehors, il n'y a plus d'endroit matériel ou mental où l'on ne sente l'haleine chaude de la domination et du capital. Quoiqu'il soit également discutable de savoir dans quelle mesure la stratégie de la désertion a été capable d'ouvrir des possibilités révolutionnaires (par exemple, la majorité des projets de *vivre autrement* n'ont souvent fait que reproduire les mécanismes du « monde extérieur »), une analyse de la domination actuelle met en évidence qu'il est désormais impossible de *se retirer*, de *partir*, de *se mettre à l'écart*. Le défi qui s'offre à nous n'est alors pas de construire d'*autres rapports sociaux*, mais de subvertir les rapports sociaux *existants*. Cette subversion ne se limite bien sûr pas aux « grands » moments de la lutte sociale, mais elle est permanente et quotidienne, comme notre vie elle-même. Une partie de la critique des protagonistes du « vivre autrement ici et maintenant » porte sur les idéologies prêchant la révolution pour entre-temps légitimer la reproduction au quotidien de l'autorité, parce qu'il faudrait attendre les *conditions favorables*. A juste titre et on ne peut que partager cette critique. La subversion ne consiste certes pas en x heures de militance par jour, ni à faire acte de présence dans les grands combats sociaux pour évaluer le mouvement historique du prolétariat. Elle est, encore une fois, quotidienne.

Ne pas vouloir construire un dehors parce qu'on pense simplement que ce dehors, cet « autre » n'existe que dans la subversion, ne signifie en rien cautionner la reproduction de l'autorité parmi nous. D'ailleurs, nier que nous portons aussi en nous les tares de notre éducation, des mécanismes autoritaires... devient à la limite une affirmation religieuse. L'individu dont on parle *assez* souvent, n'est pas l'individu abstrait hors de son contexte social : c'est l'individu en chair et en os de maintenant et son désir de s'affirmer toujours plus. Ce n'est pas l'individu détaché, mais l'individu tel qu'il est que nous prenons pour point de départ pour partir à l'assaut de ce monde. Dans nos révoltes, nous sommes tous traversés par les contradictions liées au fait de vivre au sein d'une société que nous voulons balayer. Nier ces contradictions, les compromis quotidiens parce qu'on veut vivre « d'autres rapports » ou parce qu'on est tellement « individu », c'est prêter main forte à une idéologie supplémentaire. Ne nous reste que la révolte dans toutes ses formes, au sein de laquelle pourraient naître les rapports nouveaux tant désirés. Car dépourvues de leur contenu, de leur portée réellement révolutionnaire, les éventuelles

formes libres ne signifient plus rien.

Cette société se base entre autre sur l'argent et il faut donc de l'argent pour y survivre. L'argent ne peut exister que parce que la société en a besoin pour régler les rapports entre ses « membres ». La croyance selon laquelle il serait d'ores et déjà possible de soustraire des produits/des services à la circulation marchande se révèle alors une illusion. La limite de ces expérimentations est toute simple : il y a toujours quelqu'un, quelque part, qui paye ou a déjà payé – en temps, en argent, en travail. Une autre proposition serait de vivre, nous au moins, sans argent, en *vagabonds*. C'est une possibilité, mais qui ne peut prétendre être en dehors du capital et de ses relations, tout comme le vol n'est pas une solution pour ne pas reproduire la circulation des marchandises car, simplement, la consommation en fait aussi partie. De plus, ces deux propositions (la gratuité et le vagabondage) restent très particulières. Les propositions révolutionnaires doivent forcément tendre vers l'*universel*, être des propositions invitant *tout le monde*. Tout le monde peut trouver des manières pour exprimer sa révolte, aussi minimales soient-elles, car il ne s'agit pas du *comment* elle s'exprime, mais du *contenu* qu'elle exprime. En revanche, la voie du vagabondage ne remet pas nécessairement en cause la société. Et en ce qui concerne la gratuité, on pourrait dire qu'il s'agit là d'un *ersatz* à la destruction du capital. Elle reproduit le même schéma, le même placebo, des idéologies cadavériques qui prêchaient l'attente du Grand Soir.

En fait, la stratégie de réappropriation des savoir-faire est elle-même un produit de l'aliénation généralisée qui sépare la forme du contenu. Si les savoir-faire sont un résultat de certains rapports sociaux, cela nous fait porter l'axe sur la transformation de ces rapports sociaux. Un savoir-faire n'a en soi aucune valeur. Apprendre à se battre ou à manier un revolver ne signifie rien en soi. Nombreux sont ceux sur cette planète qui savent tirer – et qu'en font-ils ? Ce n'est que la perspective qu'il y a derrière qui rend la chose intéressante ou pas. Le *pourquoi* est inséparable du *comment*.

En outre, tenter de ressusciter les rapports sociaux de jadis est simplement impossible. La destruction par le capital n'est pas réversible. On ne peut pas juste annuler la radiation radioactive. Une fois perdu, perdu pour toujours. Serait-ce une raison alors pour se mettre à pleurer et à se lancer des discours selon lesquels plus rien n'est possible, comme certains acrobates de la théorie critique essayent de nous le faire avaler dans des séries interminables de livres ? Non, ce constat nous oblige seulement à être les deux pieds dans la réalité d'ici et de maintenant et à imaginer quelque chose de nouveau à partir de

la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il n'en a d'ailleurs jamais été différemment. Les révolutionnaires n'ont en général jamais aspiré à la *conservation*, mais, au contraire, à l'ouverture d'une possibilité pour quelque chose de *totalelement différent*. Contrairement à toute une tradition d'architectes et de programmes du « monde nouveau », il semble plus exact d'affirmer qu'à l'ombre de l'Etat, de l'Eglise et du Capital, il est impossible de savoir déjà quel goût pourrait avoir la liberté. La seule liberté à savourer maintenant, se trouve dans la révolte contre l'existant, dans le *négatif* qui se met à l'œuvre, sans perdre de vue qu'il s'agit d'ouvrir la possibilité de reparler du *positif*, de la *construction* de quelque chose de nouveau. Comme pas mal de vieux révolutionnaires le disaient, la société nouvelle se fondera sur les ruines du vieux monde.

Les apôtres de la réappropriation des savoir-faire tombent souvent – et ce n'est pas un hasard – dans une adoration acritique des « ancêtres », des « formes traditionnelles »,... Ils défendent dans une certaine mesure le retour en arrière. Mais l'histoire ne revient jamais en arrière. L'apologie du passé pour contrecarrer le présent est la négation de toute perspective révolutionnaire, dans le sens où elle a perdu toute confiance dans la possibilité de quelque chose de *totalelement différent* et s'accroche à une image figurée du passé. La tradition, les communautés paysannes, la campagne, les quartiers ouvriers,... tout cela était-il tellement libre et autonome ? Dans le meilleur des cas, on pourrait dire qu'il y avait peut-être plus de possibilités de révolte à partir de ces situations. Avancer une forme isolée du passé et oublier toute l'oppression qui y était liée est simplement une autre forme de falsification de l'histoire, de mystification – une vieille habitude dont avaient besoin pas mal de subversifs pour ne pas devoir regarder le présent en face ...

Historiquement, il y a toujours eu une différence en termes de perspectives et de pratiques entre ceux qui croyaient à la possibilité d'arriver déjà ici et maintenant à une certaine forme d'autogestion, au moins d'une partie de la réalité (comme la production alimentaire) et ceux qui défendaient que l'autogestion ici et maintenant ne pouvaient être que l'autogestion de la lutte. Sans doute, les vastes réseaux de coopératives ouvrières ont réussi à vendre le pain à un prix plus bas, mais ceci n'a pas signifié un pas définitif vers la destruction de la circulation des marchandises et encore moins vers la destruction du travail comme activité séparée et aliénante. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible de soustraire seulement une partie de la réalité au capital. Sa logique, son argent, ses mécanismes pénètrent tout et même les expérimentations d'autogestion les plus glorieuses du passé (incomparables en termes de quantité et d'impact avec ce qui nous est proposé actuellement sous le même terme) n'ont jamais

réussi à sortir de ça. En forçant le même raisonnement, on pourrait dire que même « l'autogestion généralisé » comprise comme le but le plus radical du vieux mouvement ouvrier, n'avait pas grand chose à voir avec la destruction du travail. Là réside toute la différence entre l'autogestion, l'appropriation (des savoir-faire, des moyens de productions existants,...) et la subversion de tout ce qui existe.

Pour écarter des malentendus : il n'y a, dans tout ce qui a précédé, aucune intention de nier à qui que ce soit le désir de vouloir vivre mieux et de s'en donner les moyens. Bien sûr, les carottes du potager ont meilleur goût (au sens propre comme au figuré) que celles des supermarchés ; bien sûr, certains préfèrent pouvoir se promener encore un peu dans « la nature », au lieu de devoir parcourir des métropoles énormes en métro. Mais alors on parle de tout autre chose, alors on parle des choix individuels que chacun fait dans sa vie, selon les possibilités que la société offre encore de survivre *mieux*. Or, il ne s'agit pas de se battre pour mieux survivre, mais pour vivre et ceci n'est possible que par la destruction nécessaire de tout ce qui est pourri dans ce monde. Ce combat n'est pas pour demain, mais quotidien. Et c'est seulement là, que ma vie contient déjà les germes de l'avenir pour lequel je me bats.

« Tout disparaîtra mais... le vent nous portera. »

À corps perdu. Revue anarchiste internationale, n° 2, juillet 2009

Sur le sol instable du néant

Existant, y compris avec ses tensions, ne peut pas être le seul horizon de ceux dont le cœur ne veut pas s'arrêter de battre. Les sentiers battus de l'idéologie arrivent toujours là où ils ont commencé. La subversion ne peut pas être abordée avec la terminologie politique des victoires et des défaites, elle ne peut que fuir toute finalité historique.

Je n'ai plus de chez-moi, plus de foyer auquel me réchauffer. Étranger dans un monde où tout est devenu étrange, où tout est aliéné. Où tous les mots et les actes ne peuvent trahir les intentions qu'avec beaucoup d'efforts. Un monde d'étrangers qui errent à l'infini dans un continuum de temps délayé où le changement permanent, l'affaissement de tout sol stable, est le seul fil conducteur.

L'aliénation est devenue le produit par excellence de cette société. Elle n'embrasse plus seulement la soi-disant sphère productive, dominée par les rapports capitalistes et médiée par le spectacle. Elle s'est plus ou moins nichée partout. Dans mes mouvements, dans ma tête, dans mes sentiments et — ce qui est probablement le coup le plus dur —, dans mes rêves. La seule communauté dont nous faisons aujourd'hui partie est celle du capital, qui nous voudrait tous étrangers. Confondre cette condition avec le choix plus ou moins conscient de vivre libre et dans des liens figés est une des plus grandes acrobaties de l'aliénation. Dans la condition actuelle, il n'y a pas de positivité cachée quelque part, il n'y a que de la contrainte névrosée. Dans notre imagination, nous voudrions pouvoir errer dans une espèce de mouvement libre comme dans un écoulement permanent : c'est même un des derniers mirages que le capital nous laisse volontiers, sûr du fait d'avoir rendu impossible tout *dehors*, d'avoir mis des enceintes autour de tout espace propice à cet écoulement.

Peut-être est-il devenu exagérément inutile de faire l'inventaire des territoires où l'aliénation est reine. Je ne suis plus un enfant de l'illusion qui prétend qu'une description détaillée du paysage social désolé puisse provoquer des failles, justement parce que je n'ai plus de point de départ, de sol stable à partir duquel monter à l'assaut. De plus, l'aliénation est tellement omniprésente que sa description ne serait rien d'autre que notre propre journal intime. Même si les jours de la description sont comptés, cette dernière reste pourtant le point de référence de l'activité de la plupart des révolutionnaires. Je ne

suis pas en train de dire que l'analyse du milieu dans lequel je me trouve est devenue superflue. Je dis juste que le point de départ de ces analyses n'existe plus. Avec toutes nos analyses de la situation sociale, de telle ou telle lutte ou conflictualité, nous finissons par être absorbés par cette aliénation, justement parce que le lien entre l'intention et l'action, entre le rêve et l'analyse, est brisé. Alors, nous ne trouvons plus les mots pour exprimer ce qui nous pousse, ce qui nous inspire, ce qui nous donne le courage pour regarder notre environnement d'un air hostile.

La perte de l'espace pour parler de notre intentionnalité, et je ne parle pas des réflexions intimes que nous gribouillons confusément dans nos journaux intimes, correspond à la réalité sociale dans laquelle nous nous trouvons. Jamais nous n'avons été en dehors d'elle, et pas plus à présent. La critique d'une rage privée de rêves qui frappe toujours plus sauvagement ces dernières années vaut aussi bien pour les révolutionnaires. Nous usons de mots passe-partout qui nous rassurent, exactement comme l'idéologie qui a rassuré d'autres révolutionnaires pendant des décennies. « Liberté pour ... » est l'ultime placebo dont nous nous dotons pour ne pas avoir à regarder dans le coin obscur à l'intérieur de nous-mêmes, là où se cache surtout le néant. Il est frappant de voir à quel point le développement du capital, qui pourrait être vu comme un mouvement qui transforme tout en marchandise — en d'autres mots, qui crée toujours plus de néant — semble correspondre fortement avec le développement d'une idée de révolution qui a entre-temps repris comme point de départ, avoué ou non, le néant.

Le paysage révolutionnaire actuel se limite donc en général à apporter des contributions, l'une un peu plus furieuse que l'autre, à la croissance du néant. S'y cache probablement un raisonnement du genre « rien de ce monde ne doit être conservé », et la négation prend alors le doux goût de l'intention. Mais est-ce que nous y croyons vraiment, comme le croyaient beaucoup de nihilistes russes à la fin du 19^e siècle ? Ceci me semble exiger une certaine gymnastique mentale. Car l'extension et la diffusion de la négation, avancées par pas mal de révolutionnaires comme leur ultime projectualité, parle d'une certaine manière d'un néant qui serait antithétique au néant produit par le capital. Or qui peut prétendre que la conflictualité sociale actuelle tende plutôt vers le premier ?

Une certaine confusion apparaît quand seule la destruction est assimilée à la subversion. Un petit instant encore avant de me clouer au pilori : moi non plus je ne pense pas que la subversion soit possible sans une rupture violente, aussi bien à un niveau individuel que plus social. Rien que ça. Mais en termes de perspectives, il ne me semble plus possible de placer automatiquement la

subversion comme un appendice des actes de destruction. La subversion des rapports sociaux dont nous parlons tant ne tombe pas automatiquement du ciel dès que la normalité est paralysée pendant un moment. L'existence d'une intentionnalité subversive, sa croissance et sa maturation sont indissociablement liées à la capacité de rêver, d'aller plus loin qu'une analyse de l'existence, et de donner des ailes à l'imagination. Elles demandent plus, beaucoup plus qu'un bercement toujours plus large de bâtiments en feu et de vitres brisées.

Un monde qui nous offre un placebo sans saveur dans les rayons des supermarchés ou sur le marché virtuel pour n'importe quel désir est un monde qui nous asservit. Il est possible que le fouet soit toujours moins utilisé, mais la réduction de notre horizon fait au moins aussi bien le boulot. Voilà pourquoi les théories avec des prétentions révolutionnaires sur la *survie* sont particulièrement odieuses : au lieu de continuer à tenter de regarder *au loin*, le nombri-lisme est élevé en seule possibilité qui ne souffrirait pas des maladies du militantisme, du volontarisme et de l'idéologie. Face au manque, ce n'est plus la générosité, l'abondance ou l'excessif de l'existence qui sont mis en avant, mais bien le fait d'être capable d'arnaquer la société avec des techniques de survie plus malines les unes que les autres. L'aliénation atteint même son sommet quand elle réussit à faire passer *l'adaptation* et *la réduction* comme révolte et comme lutte.

Pour reprendre un peu le fil du début : je ne pense pas que nous pouvons faire de notre étrangeté, de notre aliénation, un point de départ. La question devient même encore plus difficile quand toutes les illusions à propos d'un *en-dehors*, d'une suppression limitée mais existante de notre étrangeté, ont fondu comme neige au soleil. Face à l'aliénation actuelle, je ne peux pas non plus avancer une espèce de communauté, car elle signifie toujours autorité et assujettissement de l'individu. Ces chemins sont définitivement bloqués, et ceux qui s'y aventurent encore seront sous peu piégés dans les traquenards et les trous de l'existant, ou rattrapés par les chevaliers de la domination. Enfin, je ne peux pas non plus célébrer le seul néant comme mon intentionnalité, car ce néant ressemble trop à celui du capital. Je dois découvrir d'autres chemins.

Même s'il parle partout du néant, le paysage social qui se déploie devant nous n'est pourtant pas un désert. Le dessèchement et l'extermination sont des tactiques qui ont certes été utilisées, mais qui sont aujourd'hui dépassées par une forme de gestion plus subtile. Le sol stable s'est affaissé et est devenu un marécage. Beaucoup se noient, se perdent dans le brouillard, mais beaucoup d'autres allument des flammes ambulantes qui désorientent cette gestion. Pas de désert donc, et il semble même que les flammes se propageront toujours

plus dans les années qui viennent. Pourtant, le feu qui fait rage aujourd'hui n'est pas le même que celui qui consumait les châteaux et les prisons d'autrefois. Je ne veux plus me faire d'illusions. Et d'ailleurs, est-ce que ceux qui veulent ramener la faune et la flore dans le marécage doivent courir derrière ces flammes ? Je préfère réfléchir sur comment je peux donner à mes propres flammes les mille couleurs de la liberté.

Nous ne nous trouvons pas dans une situation de rupture totale avec le passé. Même si la réalité sociale actuelle supporte plutôt mal la comparaison avec lui, il y a certainement des possibilités pour renouer avec quelques points de repère. Il nous faut reprendre conscience qu'*être contre* ne suffit pas, qu'il ne suffit pas d'avoir au moins ce qu'à tous points de vue nous *ne voulons pas*. La juste critique de l'attentisme se voit ainsi trop facilement transformée en un gradualisme déguisé. L'immédiateté de l'intentionnalité révolutionnaire ne supporte pas non plus de report, sous peine de pétrification idéologique. Non seulement il nous faut détruire ici et maintenant ce que nous ne voulons pas, mais nous devons aussi parler de ce que *nous voulons*. Tout report trace le chemin au découragement et à la défaite.

Il y a eu des gens qui savaient parler de leurs rêves d'une manière qui exigerait la subversion immédiate, des gens qui ne se laissaient pas prendre au piège de la dialectique de la thèse et de l'antithèse avec l'existant. L'aliénation et l'idéologie travaillent sur le détail, sur la séparation. Elles divisent la totalité de la subversion en fragments, sous prétexte de la rendre applicable aux luttes spécifiques. Et même quand nous ressentons qu'une lutte de ce genre avance, nous sommes contraints de découvrir tôt ou tard que la subversion est restée à mi-chemin, et que nous nous sommes rendus sur le terrain de la politique avec ses victoires et ses défaites. Le terrain de l'accoutumance et du cours normal des choses.

La subversion, c'est saper l'existant, le *comment sont les choses*. Elle ne peut être qu'un saut loin de ce à quoi nous nous attendons. Maintenant qu'il est clair que la libération physique d'espaces et de territoires ne sera très probablement qu'une reproduction de l'existant, il est nécessaire de diriger notre attention vers notre propre vie, le lieu authentique de la guerre sociale comme le disait quelqu'un. Pas pour se tailler une niche individuelle dans le granit, mais pour s'ouvrir sur l'inattendu, l'inouï. Pour des rencontres qui, dans ce monde, ne sont pas supposées avoir lieu, et chambarder ainsi les rôles qui font la pluie et le beau temps dans la réalité sociale, comme dans les cercles révolutionnaires. Ce n'est qu'ainsi que cela a du sens de parler de *complicité*.

Les luttes spécifiques que nous encourageons restent, malgré tout, impor-

tantes, parce que ce sont paradoxalement les seuls endroits où nous pouvons parler d'autres choses que la lutte spécifique. Là se cache la belle irrationalité de la subversion. Réapprendre à parler, même d'une manière complètement nouvelle, de nos rêves, de la révolution sociale, ne signifie pourtant pas nécessairement « construire le mouvement révolutionnaire » ou bien adhérer à la « lutte révolutionnaire totale » comme aiment à le prêcher certains. Cela signifie plutôt chérir les possibilités de subversion au sein de la conflictualité sociale existante. Mais peut-être qu'après tout, les questions sont posées depuis trop longtemps d'une mauvaise manière : la subversion — même si nous le répétons à satiété — ne se laisse pas réduire à des statistiques sur les rapports de force et, encore moins, à l'ampleur de la destruction. La subversion ne peut pas être abordée avec la terminologie politique des victoires et des défaites, elle ne peut que fuir toute finalité historique. Elle rompt avec la notion linéaire du temps et de l'histoire, elle s'exprime dans un *mouvement* en spirale. Elle se cache dans la découverte d'un nouveau jeu entre être seul et être ensemble, dans une nouvelle articulation entre la partie et le tout. Elle s'exprime dans une nouvelle notion du temps, un nouvel emploi du temps arraché avec toute la violence dont nous sommes capables.

Notre situation actuelle est critique. Nous sommes repoussés dans un coin, notre langage nous a été confisqué par l'idéologie, et même la *matérialité* qui se trouvait à notre portée glisse comme du sable entre nos mains. Nous disposons pourtant d'armes qui, si elles résistent bien à la rouille de la domination, supportent mal l'érosion de l'inactivité. Nous avons avec nous tout un arsenal qui pourrait nous aider à parler d'une révolte qui ne soit plus simplement la négation de la condition sociale, mais par contre un saut dans la subversion des rapports. Une détermination qui sait mépriser les concessions de la société. Un courage qui rend possible d'aller seul. Une ténacité qui refuse à confondre les oppresseurs et les opprimés dans un hymne au néant. C'est ainsi que je repars à l'assaut avec l'enthousiasme d'un enfant. Mais je sais maintenant que ça ne suffit plus. Il me faut plus, je dois aussi retrouver comment je peux discerner des figures dans les nuages.

L'idéologie a décroché nos phrases classiques de leur contenu, tandis que le bon sens du réalisme asphyxiant reste le ressort qui remonte à l'infini l'horloge de la domination. L'existant, y compris avec ses tensions, ne peut pas être le seul horizon de ceux dont le cœur ne veut pas s'arrêter de battre. Les sentiers battus de l'idéologie arrivent toujours là où ils ont commencé. Continuer de les emprunter ne brisera pas l'encerclement. Seule l'aventure a encore une chance de nous arracher, avec nos contemporains, à l'aliénation. Et cette

aventure exige toute notre attention. La poésie de la vie ne tolère pas de trêve dans un monde qui a épousé la mort.

Plutôt Quichotte que Sancho

À corps perdu. Revue anarchiste internationale, n° 3, septembre 2010

Notes sur l'autogestion

Dans la tentative d'étudier le concept d'autogestion, je suis tombé sur diverses expériences, hypothèses, perspectives et idéologies. Pour les anarchistes, parler d'autogestion cela signifie avoir des propositions de lutte spécifiques à adresser aux compagnons et aux compagnones, et des propositions de lutte pour les exploités en général. Ces propositions de lutte sont toujours liées à une manière de vivre différente de celle autoritaire, le concept et la proposition de l'autogestion vont donc bien au-delà de la manière d'organiser la production uniquement. Aujourd'hui, du moins en Italie, on parle surtout d'autogestion exclusivement par rapport aux lieux occupés : des situations créées pour faire des initiatives à court ou à long terme ; ou bien par rapport à certains moments de partages vécus pendant des luttes spécifiques. On a parfois l'impression qu'ajouter le mot « autogestion » comme une étiquette accolée à une initiative nous préserve de certains problèmes, ou nous évite de se rendre compte de certaines situations. Et puis il y a d'autres libertaires qui déterrent des expériences plus ou moins vieilles (ou bien nouvelles mais distantes), proposant l'idée de l'autogestion comme alternative à une société autoritaire, dans laquelle il ne reste cependant rien de la caractéristique révolutionnaire de l'autogestion. Quand certaines expériences perdent de vue l'aspect central de la lutte et de la rupture avec l'ordre, ou bien elles se trouvent confrontées à l'indifférence de la contrepartie, ne suscitant aucune préoccupation pour les intérêts des puissants, ou alors elles sont neutralisées et récupérées. À l'inverse, si l'expérience est authentique, ce sera alors dès le début un bâton dans les roues du pouvoir. Dans la dimension pratique de l'autogestion de nos vies nous avons l'occasion de palper et de vivre ce que nous ne voyons, dans la vie quotidienne, que comme un mirage, et c'est toujours aussi un banc d'essai pour mesurer la tenue et l'adhérence de nos idées au monde, et l'occasion de clarifier les choses à propos de problèmes qui restent souvent théoriques. En effet, ce que nous voulons entendre par autogestion, ce n'est pas un espace isolé de la lutte contre l'État, un lieu pour satisfaire nos besoins immédiats en toute autonomie. Bien au contraire : c'est une proposition de rupture et d'attaque concrètes pour entrer de pleins pieds dans les questions ressenties par la société. Nous pouvons en effet observer que le passé plus ou moins récent nous a laissé différentes pistes sur lesquelles nous devrions nous attarder.

Une des leçons que l'on peut en tirer, c'est que les exploités ont démontré dans diverses situations qu'ils peuvent franchir par la pratique ces étapes que nos compagnons avaient autrefois seulement imaginées. Non pas les

objectifs que les militants de différentes organisations s'étaient fixés, mais les progrès auxquels les ouvriers, les paysans et les étudiants aspiraient sans calcul politique, mettent ainsi spontanément en pratique l'autogestion d'une manière limpide. Deux caractéristiques sont importantes pour les exploités : l'intelligence et la volonté. Ces facultés ont souvent été « l'avant-garde » de nombreuses luttes et ont permis de dépasser les partis, les comités, les syndicats et les compagnons eux-mêmes. Au cours des dernières décennies le Capital, l'État et la Répression ont su habilement étouffer ces élans. Mais rien n'est donné pour vaincu. Il y a de temps en temps quelques secousses, mais rien qui n'effraie véritablement ceux qui nous gouvernent. On parle d'autogestion, mais de manière souvent confuse. Dans d'autres parties du monde, les tentatives allant dans ce sens sont déjà plus avancées et conscientes. Mais certains points que j'aborderai ici se rapporteront aux situations occidentales, ou des pays industriellement avancés, et cela parce que leurs caractéristiques sont très différentes par rapport aux pays non industrialisés, où souvent certains problèmes ne se posent pas, sinon les problèmes de base, comme l'existence de l'État, la présence de multinationales, de mafia, de guerres et ainsi de suite.

Avec cet écrit, je voudrais parvenir à développer des réflexions et à analyser des expériences pour donner un regard général sur le concept d'autogestion, ainsi que faire de brefs raisonnements sur les expériences d'hier et celles d'aujourd'hui, en sachant que le sujet devra être repris par la suite avec d'autres réflexions plus approfondies.

Autogestion et cogestion

L'autogestion de la production de biens, l'accomplissement de services utiles à la communauté, les activités artistiques et culturelles, en somme tout ce dont, nous humains, avons besoin matériellement et intellectuellement pour vivre : si toutes ces activités humaines se déroulaient en liberté, même dans les petites expériences, voilà que l'autogestion pourrait progresser et avancer dans des équilibres pour le moment inconnus dans cette société, et cela voudrait dire vivre en anarchie. Cela renvoie à la question fondamentale : produire *quoi* et *comment*, c'est-à-dire, quelles activités l'homme en société devrait-il exercer ?

Justement ici, en Europe sud orientale, il y a près de 8 000 ans, pendant le Néolithique, diverses populations vivaient dans une société qui ne nous a laissé aucun instrument ni signes de belligérance entre les communautés, où l'économie ne se basait pas sur l'exploitation et où les communautés n'étaient pas patriarcales. L'agriculture, la culture, les arts, étaient bel et bien présents avant même les sociétés plus complexes et autoritaires comme les Sumériens et les Égyptiens. On sait bien peu de choses de ces expériences

de vie communautaire et pacifique, mais ces quelques éléments nous font comprendre que l'autogestion, donc la liberté dans les rapports entre libres et égaux, n'est pas une pure utopie, et que le progrès, dans l'acception positive du terme, était aussi présent dans de telles sociétés. Pour vivre libre aujourd'hui, nous sommes contraints de lutter, d'arracher notre vie des mains des exploiters, ainsi pour réaliser des espaces libérés de l'État et autogérés il faudra encore s'affronter avec la force.

Si par autogestion nous entendons le « faire par nous-même » en absence d'autorité, par cogestion on entend la gestion de l'économie, et pas seulement, avec à la base des structures de contrôle ouvrier, paysans, ou des exploités en général, qui sont en relation avec l'État central, lequel peut décider de ne pas toujours empêcher la possibilité, par exemple, pour des ouvriers de gérer une usine. La cogestion donc comme une auto-exploitation consciente qui ne compromet pas les rapports sociaux dominants.

Le problème toutefois est que l'on se retrouve toujours limités à cogérer la chose publique, la question sociale. Tous les États soi-disant socialistes ont récupéré, même en adoptant l'autogestion comme une loi (Yougoslavie, Algérie...), la vidant alors de la caractéristique révolutionnaire et de rupture, ou bien en la réprimant dans le cas où elle sortirait des marges dans lesquelles sa fonctionnalité était prévue. En Slovénie, aujourd'hui, les HLM sont encore attribués et organisés de manière « autogérée » par les copropriétés, reste d'un décret du Parti Yougoslave de Tito. En Algérie, après l'indépendance, en plus des différentes luttes intestines entre les clans pour le pouvoir, les dirigeants du FLN n'avaient aucune proposition sur comment produire ce qui servait. La spontanéité d'une partie importante du peuple algérien fit commencer des pratiques autogestionnaires comme bases économiques de survie, mais aussi d'indépendance vis-à-vis des États étrangers. Ils apercevaient les problèmes qui pouvaient naître concernant la politique étrangère menée par le nouvel État algérien. Les dirigeants récupérèrent et vidèrent ces expériences, principalement paysannes, avec de nouveaux décrets, organes de contrôles, et ils prirent en plus des accords avec les USA pour l'importation de millions de tonnes de blé en échange du contrôle de certaines zones pétrolifères, détruisant ainsi dans l'œuf la potentialité des expériences d'autogestion proposées. Au Venezuela, dans les années quatre-vingt-dix, les syndicats de gauche poussèrent pour la cogestion, parce que l'État vénézuélien était « socialiste », ils alimentèrent donc eux-mêmes l'idée d'un contrôle (État-Parti-Syndicat) du peuple, qui devait donner la « véritable » liberté aux travailleurs. Les luttes de certaines usines qui soutenaient le Parti Socialiste ont fait en sorte que quelques patrons cédèrent sur certains droits de base (maternité, assurances, retraites), et que cet esprit de lutte fasse croître la conscience d'émancipation,

mais elles ne se posaient pas minimalement la question de savoir qui gère véritablement la chose publique. L'idéologie des syndicats, dont la vision n'allait pas plus loin que la cogestion, fit en sorte que les exploités arrivèrent à une conclusion, c'est-à-dire à l'autogestion de leur exploitation en rognant les ailes aux travailleurs et réduisant leur champ de vision qui portait sur des objectifs plus larges à atteindre.

Un dernier exemple actuel : la lutte des ouvriers de l'usine Vio.me en Grèce. Celle-ci s'insère dans un contexte de lutte qui dure désormais depuis des années sur l'ensemble du territoire grec. La lutte de ces ouvriers est sûrement un exemple de conscience de leurs forces et capacités : non seulement par rapport à la conversion de la production de produits pour le bâtiment à des produits ayant le moins d'impact possible sur la nature (savons, produits ménagers biologiques), mais aussi concernant la recherche d'un marché solidaire dans lequel s'insérer, libéré de la grande distribution, pouvant ainsi mettre au courant d'autres travailleurs sur ce qui se passe en Grèce. Après que le patron a abandonné l'usine et après ses tentatives pour regagner du terrain au niveau judiciaire, on peut dire que ces ouvriers, leurs familles et les personnes solidaires montrent leur sérieux et leur capacité à créer un rapport de force qui leur est favorable contre le patron et la magistrature. La question est comment faire en sorte que cette expérience et ses perspectives, comme on peut le lire dans leurs communiqués, aillent plus loin, dans un moment où autour d'elle il n'y a pas une situation révolutionnaire, et où le risque qu'elle soit légalisée par l'État et maîtrisée par la bureaucratie est élevé. Le risque que cette lutte, en raison de l'intelligence et de la solidarité entre exploitée dont elle fit preuve, soit un exemple pour d'autres, est probablement une des peurs de l'État parmi les plus fondées, qui manœuvrera alors afin de l'entraver et de la détruire. À ce stade, cela devient alors une question de durée et de résistance : combien de temps les ouvriers et leurs familles pourront-ils tenir si la situation d'autogestion et de conflit ne se généralise pas ?

Campagnes et usines d'aujourd'hui et d'hier

Les caractéristiques qui rapprochent les usines d'autrefois de celles d'aujourd'hui sont avant tout l'exploitation de la main-d'œuvre, la pollution, la centralisation des moyens de production dans les mains des patrons, la division du travail, etc. Le patron et l'organisation scientifique du travail capitaliste ont réussi à retirer le savoir d'abord des mains des artisans, puis de celles des ouvriers. Ils ont ôté le plaisir de construire un objet que nous savons maîtriser. Au début de la révolution industrielle en Angleterre, l'ouvrier avait pris conscience du caractère néfaste de la machine. Il suffit de penser au luddisme, qui se répandait dans de nombreux établissements industriels et ateliers

justement contre ce nouveau type d'exploitation. À partir de ce moment, la connaissance de la machine par l'ouvrier n'a fait que se réduire toujours plus. L'introduction de la mécanique à un niveau industriel, de l'informatique, de l'électronique, de l'automatisation, a fait en sorte que la connaissance, parfois même élémentaire, des anciennes machines, soit toujours plus inaccessible à l'intuition. Le problème se déplace alors sur des câbles électriques, des claviers, des écrans, des capteurs et des gadgets toujours plus complexes. Quand on ne possède pas de connaissances spécifiques, il devient nécessaire de s'en remettre aux experts. Ces derniers sont bien rémunérés et séparés des ouvriers.

Donnons un exemple actuel. À Trieste, il y a environ deux ans, la plus grande machine au monde pour pâtes courtes a été montée dans l'usine de l'entreprise Pasta Zara. Pour bien se comprendre, en 60 minutes cette usine entièrement automatisée réussit à produire 12 000 kg de pâtes, et pourrait rassasier toute la région de Trieste, dont la consommation s'élève à 75 000 tonnes de pâtes par an. L'entreprise fait l'objet d'éloges, à propos à son exportation et à son chiffre d'affaires, la présentant comme un exemple de productivité. Dans ces conditions, l'unique chose que font les ouvriers c'est de charger les palettes sur des camions. Les quelques techniciens de la firme Fava en Reggio Emilia, productrice de la machine en question, savent comment fonctionne le processus productif. Il est inimaginable de l'autogérer. Personne ne serait en mesure de le faire, pour une question de classe avant tout : qui devrait mettre la main sur la machine ? Les experts bien payés d'une autre entreprise ?

Il y a quelque temps en Chine, l'entreprise Foxconn, qui produit la moitié des dispositifs électroniques sur le commerce mondial, a licencié 60 000 ouvriers sur 110 000 : elle les a remplacés par des robots. Ainsi, le coût mensuel pour l'entreprise est passé de 4 200 dollars par ouvrier à 2000 dollars par robot. On ne compte plus les situations similaires désormais. Il est très rare que les ouvriers travaillent dans une usine où le matériau est dégrossi, travaillé puis fini. Mais même si c'était le cas, les machines utilisées sont si complexes qu'il faut disposer de personnel externe pour les faire fonctionner et pour les régler.

Les analyses faites par le passé (par exemple Kropotkine dans *Champs, usines et ateliers*) sont des raisonnements étrangers au présent, ou au mieux elles ont tristement anticipé le futur avec toutes ses abominations. Dans le domaine de l'agriculture aussi, la majorité des produits recueillis reposent sur un système de production technologiquement avancé. Mais l'agriculture est une des activités humaines les plus simples : et il serait simple de rendre à nouveau la production à des systèmes non industriels, par exemple si pendant des décennies l'on n'avait pas fait un usage intensif de la chimie dans l'agronomie, ce qui a mené à l'abaissement de la qualité des sols, désormais

rendus improductifs sans un assainissement adapté.

Notre situation est la suivante : des millions de paysans et d'ouvriers à travers le monde entier produisent des marchandises utilisées par des milliards de personnes sans avoir le moindre contrôle. De nombreuses usines aujourd'hui, et qui plus est celle qualifiées d'industrie 4.0, ne pourraient pas convertir leur production, comme l'a fait la Vio.me, ou comme le firent les usines espagnoles en 1936, quand en moins d'une semaine elles passèrent à la production d'armes utiles au peuple en lutte. Cela n'est plus possible, car ce type de connaissance n'est ni mis en commun de la part des patrons, ni possible à mettre en commun dans l'urgence d'un moment révolutionnaire : nous sommes à l'intérieur du monde des experts, des techniciens et des robots (et des produits inutiles et nuisibles).

L'autogestion comment moment de critique du type de production

Pour aller au bout du problème de l'autogestion dans le technomonde, il faudrait approfondir autant que possible cette question : que produire et comment le produire ? La littérature radicale, surtout dans l'après-Deuxième guerre mondiale, a donné lieu à des analyses variées sur ce point crucial. Mais vers la fin du 19^e siècle, Élisée Reclus avait déjà réfléchi au rapport entre la nature et les hommes. Il voyait déjà dans la machine à vapeur le début du détachement entre nous et la Terre. Les adorateurs de l'usine comme lieu de lutte, les ouvriéristes, ont oublié une chose : la prétendue « écologie » et une vision à long terme qui tienne compte de ce que l'on produit, et à quoi cela pourrait être utile.

Toutefois, l'écologie devient vite un terrain de récupération. En Europe et dans le monde entier, on peut voir une infinité de projets de fermes biologiques et autres. Tout cela garde cependant un caractère passif, par ailleurs en grande partie financé par l'État et à destination d'une classe moyenne-haute. Le Capital parvient à mettre la main sur le contenu de la production ainsi que sur la méthode. La question reste encore : de quoi disposons-nous ? Comment l'utilisons-nous et le transformons-nous ? Comment le faisons-nous ensemble ?

Le profit, et avec lui la peur de ne pas avoir un salaire, fait en sorte qu'à part certaines idées, il est difficile de trouver une critique radicale de la société. Nous pensons que la proposition de l'autogestion peut créer des lieux où les exploités peuvent expérimenter une manière différente d'être ensemble, de lutter pour des objectifs qui visent toujours plus la liberté, mais aussi qui dictent aussi les temps de confrontation à propos de ce que l'on est en train de faire et de comment on est en train de le faire. Avec le temps, l'État et les patrons ont repris presque tous les espaces dans les lieux de travail, à l'école,

dans les rues, lieux dans lesquels on pouvait encore se confronter à propos de sa vie et de ses désirs.

Autogestion et solidarité

L'union entre l'autogestion et la solidarité est une combinaison qui ne plaît pas à ceux qui sont au pouvoir, et cela a la possibilité de se manifester surtout dans de situations exceptionnelles, dramatiques ou d'urgence (quand une certaine empathie naît spontanément entre les humains, et se concrétise par une pratique de l'entraide). Il serait souhaitable que cela ait lieu indépendamment de certains moments particuliers, mais c'est difficile dans le contexte de guerre entre pauvres auquel nous sommes habitués. Mais là où l'État est absent, l'intelligence et la volonté se distinguent avec force, et c'est justement à ce moment que dans différents cas, sans grandes proclamations, l'auto-organisation, aussi dictée par l'instinct, se manifeste, et que voit l'humanité pour laquelle nous nous battons voit le jour. Les espaces de liberté ainsi conquis doivent aussi être défendus par la force, contre l'autorité centrale et contre ceux qui veulent ramener la lutte sur les rails de la légalité et de la collaboration avec l'ennemi, mais aussi contre les vautours qui tirent profit de certaines situations à leur avantage.

Dans les années soixante-dix en Suisse les horlogers de LIP, pour ne pas prendre le risque que la production ne soit bloquée par l'expulsion de l'usine par la police, créèrent plusieurs laboratoires clandestins, avec tout ce que cela implique de logistique, de vente, d'échange de matériels et ainsi de suite : pendant deux ans ces ouvriers horlogers et imaginatifs, avec la solidarité de leurs complices, sont parvenus à mener leur expérience. Combien d'exemples comme celui-ci nous sont inconnus ! L'art de s'arranger pour rouler le patron et le flic est aussi long que l'exploitation ! Et cela doit être renforcé et ressuscité aujourd'hui et, si possible, poussé vers une conscience majeure de la part des exploités. Seule cette conscience permettra de détruire la propriété privée et tout ce qu'elle comporte.

Sur la base de ces exemples les anarchistes peuvent encore aujourd'hui affirmer : l'homme n'est pas seulement paresse, mesquinerie, hypocrisie et je-m'en-foutisme. Seules les luttes parviennent à créer des complices et des compagnons, avec lesquels on crée de l'affinité, du respect et de l'estime. Seule la lutte nous rend conscients de nos capacités et de nos possibilités.

Premier pas pour l'autogestion : l'expropriation

Tout reprendre ! Voilà le concept de base. Reprendre les rênes de nos vies et donc aussi tout ce qui nous sert, et ne rien laisser aux patrons. Si quelque chose peut nous servir, nous la prendrons un point c'est tout. Décidés à ce que

les erreurs du passé ne soient pas répétées. On ne parle là pas uniquement de vols et de braquages, mais on parle d'expropriation généralisée des biens, des meubles et des immeubles : ôter les sous, l'or, les armes, la nourriture, les instruments de travail et les transports, les médicaments, les sources d'énergie, les moyens logistiques, et sans peur. Les pas prudents de ceux qui hésitent ou des politiciens sont remplacés par des pas rapides et décidés des exploités conscients, des révolutionnaires. Pour faire cela, on doit connaître les équilibres économiques, les éléments vitaux de la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui : quand ce sera le moment nous n'aurons plus le temps d'étudier le contexte ; on ne pourra pas hésiter. La tactique politique qui consiste à prendre petit à petit fait en sorte, à notre avis, que l'on laisse entre les mains de la Réaction des moyens fondamentaux pour étouffer les insurgés et les priver des moyens nécessaires pour l'autodéfense et la progression de l'autogestion et de la libre association des individus.

Lier les affinités dans la lutte, dans le temps, avec tous ceux qui veulent quelque chose de différent, nous aidera à mieux connaître les choses qui nous sont aujourd'hui inconnues. S'il manque dans nos lignes des techniciens des communications, de la finance, des ex-militaires, des médecins, nous resterons isolés de la connaissance réelle de comment fonctionne tout ce qui nous entoure et dans quoi nous sommes immergés. Si dans les luttes que nous menons nous absorbons des connaissances et que nous nous unissons avec ces hommes et ces femmes qui ont *déserté leurs rôles avec armes et bagages*, alors nous saurons mieux encore comment et où aller pour exproprier afin d'être plus autonomes et autodéfendus. Nous ne pouvons pas exproprier uniquement les usines et les terres, ce serait trop peu. Mieux vaut aussi tenir compte de ce que nous devons aussi prendre dans les banques, les casernes, les agences de sécurité, les dépôts de nourriture, et ainsi de suite, avant de les détruire ou d'en transformer radicalement l'usage.

Un pas parallèle à l'expropriation : la destruction

Un server institutionnel ne doit pas être exproprié, il doit être détruit. Les registres de l'état civil et des biens patrimoniaux sont aujourd'hui digitalisés. Détruisons-les également. Les écrits du passé sur l'autogestion ne mettent pas en lumière que faire de l'appareil télématique structuré au cours des dernières décennies, ils ne parlent ni de server ni d'ordinateurs.

Si nous pensons que l'expropriation est un premier pas pour survivre, pour se doter des instruments auparavant entre les mains du patron, pour se défendre, il faudra alors se demander de quels instruments nous avons besoin. Prendre ce qui est utile et détruire le reste. Faire place nette de tout ce qui ne sert pas, et qui deviendrait vite l'arme dans les mains de l'ennemi. Et si

nous éprouvons de la joie dans ce mouvement, tant mieux ! Tu as peur ? Non, ce n'est que le début. Nous devrons aussi inventer quelque chose une fois que nous aurons détruit tout ce qui est nuisible. Par nous-mêmes, en mettant en commun nos capacités et ce que nous avons soigneusement gardé intact. Ce que nous sommes soucieux de préserver pour l'utiliser dans le futur.

Nos rêves

Il semble que parler d'autogestion généralisée n'est aujourd'hui pas stimulant pour beaucoup de compagnons. Nous nous limitons à des luttes spécifiques. Nous ne faisons pas bien circuler ce que nous faisons. Nous perdons les bouts pour ensuite les récupérer, et puis de nouveau encore. L'effort pratique et théorique qui implique de raisonner de manière large, internationaliste et révolutionnaire, nous amène en tant qu'individus à nous poser des questions profondes et à rechercher des réponses qui peuvent nous effrayer à cause du caractère cru des conclusions auxquelles nous arrivons. Mais la réalité nous dicte aujourd'hui une dose de responsabilité majeure, car la débâcle l'est également.

Le temps passe, et on a parfois l'impression de repartir de zéro. Nous ne rêvons plus ? Si l'Espagne de 36 a eu lieu, c'est parce que les années précédentes les compagnons et les compagnonnes espagnoles ont lutté durement, ont étudié, conspiré, essayant à plusieurs reprises de créer un moment révolutionnaire, et de la même manière des milliers d'hommes et de femmes à travers le monde nous parlent de loin avec leurs vies. La connaissance de certaines expériences devrait nous enrichir et non pas nous plomber.

La piteuse société dans laquelle nous sommes contraints de vivre montre aujourd'hui toutes ses fragilités. Si nous avons déjà capitulé, ça ne vaut pas la peine de commencer. Mais si nous pensons au contraire que quelque chose peut changer en mieux, alors la destruction, l'expropriation, la fantaisie, l'autogestion, le mélange entre exploités, peuvent encore mener sur le chemin de la liberté, pour laquelle tant de compagnons ont donné leur vie dans le passé. L'affrontement sera dur, alors, certainement. Les slogans d'aujourd'hui se cogneront à la cruelle réalité. Nous ne verrons peut-être qu'à peine une allusion de ce que nous avons commencé par notre lutte ; peut-être fermerons-nous les yeux éblouis par ce que nous avons réussi à réaliser. Dans tous les cas nous réaliserons de nouvelles possibilités pour un monde nouveau.

L'idéal est pavé de bonnes questions

« Ces deux côtés de la même question, l'un négatif et l'autre positif, sont inséparables. Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement [...]. Car l'action destructrice est toujours déterminée, non seulement dans son essence et dans le degré de son intensité, mais encore dans ses modes, dans ses voies et dans les moyens qu'elle emploie, par l'idéal positif qui constitue son inspiration première, son âme »

Bakounine

On ne lit plus Bakounine aujourd'hui, et peu sont ceux que sa vie – pas celle du philosophe qu'il n'a jamais été, non, mais celle du révolutionnaire qui a aussi fait de son « bagage philosophique » une arme – n'indiffère pas. Néanmoins, presque tous les anarchistes connaissent encore minimalement son impérissable pamphlet « Dieu et l'État » – de nom au moins –, le conflit historique qui l'opposa à Marx et sa coterie au sein de l'Internationale, scindant alors le mouvement ouvrier en un courant autoritaire et en un autre antiautoritaire, et enfin, cette courte formule : « *La passion de la destruction est en même temps une passion créatrice* ». Extrait d'un article rédigé en 1842, alors qu'il n'était pas encore anarchiste mais jeune étudiant en philosophie, il serait erroné de l'interpréter comme la mise sur le même plan de la destruction et de la création. Le sens de cette formule serait plutôt que rien de grand ne se fait sans passion, et c'est grâce à cette passion que des révoltés mettent à détruire l'ordre établi que s'ébauche un monde, donc des relations, radicalement différent et nouveau. La destruction n'est pas un « accident » ou un « excès », mais la condition nécessaire et le moteur même de cet avènement. Le négatif à l'œuvre doit détruire totalement le monde ancien, afin que, lui ayant survécu, ce négatif puisse se faire créateur, faire émerger et réaliser le monde nouveau, le monde de la liberté. Mais l'expérience humaine du couple destruction/création ne saurait être prisonnière de cette explication schématique et, comme nous le verrons plus loin, il y a dans la destruction quelque chose qui s'éprouve qui est *en même temps* quelque chose de créateur.

Bakounine va plus loin encore dans l'extrait en exergue, écrit 30 ans plus tard, et nous laisse des questions. Aujourd'hui, son idée principale – à savoir que posséder intérieurement un idéal positif est une condition préalable à toute entreprise de destruction – n'est-elle pas contestable, ou à fortement

relativiser ? Cette conviction que l'action destructrice est toujours déterminée (dans le degré de son intensité, dans ses modes etc) par l'idéal positif qui constitue son inspiration première, ne risque-t-elle pas de nous tromper et de nous induire en erreur, nous incitant à attribuer un « idéal positif », et à projeter des espoirs et des attentes, même inconsciemment, à la multitude d'actes et de moments de révoltes destructrices ? Car si Oscar Wilde, peu de temps après, expliquait la cruauté du directeur de la prison de Reading où il était enfermé, par le fait qu' « *il n'avait aucune imagination* », en prenant un peu de recul, n'aurions-nous pas raison d'y voir en filigrane une métaphore de notre condition ? Ne sommes-nous pas les prisonniers d'un monde très cruel, un monde régit par l'argent et l'autorité, par l'exploitation, l'obéissance et la soumission, un monde mortifère et mesquin en somme, fait d'hypocrisie, de mensonges et de lâchetés, un monde qui a liquidé toute imagination qui le conduirait à sa perte, dans lequel un certain nombre (croissant peut-être, mais là n'est pas la question) s'en prend encore aux gardiens, aux barreaux et aux barbelés, mais dont le *négatif*, même quand il n'est pas isolé mais éclate en un véritable phénomène social, n'est plus étayé par un idéal positif de *ce que nous voulons* (que ce soit bien clair, je parle d'un horizon profondément différent, pas d'une variation de ce qui existe) ? Nous connaissons la réplique : la seule liberté à savourer maintenant se trouve dans la révolte contre l'existant, dans le négatif qui se met à l'œuvre, sans perdre de vue qu'il s'agit d'ouvrir la possibilité de reparler du positif, de la construction de quelque chose de nouveau ; nous sommes d'accord. Ce sont des certitudes réconfortantes, mais incapables – grand bien nous fasse – de nous blinder face à des moments de doute, de ceux pendant lesquels nous sentons monter en nous un sentiment glaçant à l'idée que, pour saisir cette « possibilité de reparler du positif », peut-être celui-ci doit-il nécessairement déjà exister dans les esprits, même à l'état de germe recouvert de neige. Ces heures sombres, en regardant autour de nous il nous semble alors que nous sommes drastiquement démunis de ce « positif » (aussi bien que d'une imagination et d'un idéal), principalement parce que nous en avons été imperceptiblement privés, tous, à des degrés divers, au fur et à mesure que l'appareil technologique et économique a intégré et régit nos activités, nos aspirations et nos esprits. Alors oui, il y avait bien quelque chose de visionnaire chez ce poète anglais ravi aux lueurs du soleil et aux rayons de la lune, oiseau de malheur malgré lui, lui qui continuait « *C'est toujours le crépuscule dans notre cellule, comme c'est toujours le crépuscule dans notre cœur* ».

Dans la lutte sans trêve qui oppose les exploités et les dominés au Capital, celui-ci a, en l'espace de quelques décennies à peine, remporté sur le terrain

des « idéaux » une bataille cruciale, dont nous prenons conscience peu à peu de l'ampleur des conséquences. En cette lointaine deuxième moitié de XIXe siècle, il devait être stimulant et encourageant de croire, comme Bakounine, d'accord avec le point de vue d'un grand nombre d'écrivains de tendances très diverses, que le prolétariat était le seul à posséder un idéal positif vers lequel il tendait de toute sa passion, « *voyant devant lui une étoile, un soleil qui l'éclaire (...) et qui lui montre avec une clarté certaine la voie qu'il doit suivre, tandis que toutes les classes privilégiées et soi-disant éclairées se trouvent plongées en même temps dans une obscurité désolante, effrayante* », ne voyant plus rien devant elles, ne croyant et n'aspirant plus à rien, et ne voulant rien que la conservation éternelle du statu quo. La preuve, selon lui, qu'elles étaient alors destinées à mourir et que l'avenir appartenait au prolétariat. Aujourd'hui, si l'idéal du prolétariat en question semble avoir été grugé par la marchandise et la technologie et leurs lots d'aliénations (deux idéologies qui jouissent du privilège de ne pas avoir besoin de combattre pour s'imposer quasi universellement), je suis certainement loin d'être seul à penser que l'état d'esprit dans lequel étaient plongées les classes privilégiées est aujourd'hui devenu un sort banal, toutes conditions sociales confondues. Alors oui, les descriptions et les analyses des « conditions de vie », les incitations à la révolte, les clarifications pour identifier l'ennemi et les suggestions destructives sont nécessaires, ne serait-ce que pour inciter à briser les chaînes de l'obéissance et de la résignation, mais dans une perspective révolutionnaire, il y a besoin que cela s'articule avec l'imagination, l'expression et la circulation d'un idéal, d'un rêve, d'une fin désirable. Car sinon, si le *néгатif*, auquel nous attribuons tant de potentialités, repose sur le même néant que celui créé par le capital à longueur de son développement, comment envisager une quelconque transformation du monde, une quelconque subversion des rapports sociaux ?

Fondamentalement, toute perspective anarchiste vise à la destruction de l'État et du Capital, à la suppression de toute forme de domination et à l'abolition du gendarme, comme le disait Malatesta, tous les gendarmes, quel que soit leurs costumes. Dans son histoire, cela a donc impliqué de penser, de rechercher, de faire des hypothèses, de proposer des possibilités, de théoriser, d'évaluer et de confronter des façons de faire radicalement différentes, afin de faire face aux nécessités, aux besoins et aux désirs qui jalonnent les multiples pans de l'existence. Si tel n'était pas le cas, l'anarchie ne serait pas la plus haute expression de la vie et de la liberté, une pensée et une pratique de la libération individuelle et collective, et la révolte ne serait en rien ce qui constitue son souffle vital, mais plutôt une manière conflictuelle de se rapporter à l'État et au Capital, alors perçu comme indépassable et inéluctable. Non, l'anarchie

n'a rien à voir avec une quelconque forme de contre-pouvoir. Ouvrir la porte sur ses aspects positifs c'est se retrouver devant une multitude de débats, de divergences et de désaccords, dont les innombrables expressions de sa diversité sont irréductibles. Néanmoins, dans les grandes lignes et toutes tendances confondues, l'anarchie – qui, par ailleurs, refusant tout dogme, rejette tout modèle de société préconçue – implique un « projet de vivre-ensemble » qui exclue la délégation et la médiation au profit de la responsabilité et de la souveraineté individuelle, une société sans hiérarchie basée sur l'auto-organisation et l'entraide, dans laquelle les relations des individus entre eux, basées sur la libre association et la réciprocité, accroissent la liberté de tous. Une société où l'égoïsme coexiste avec la solidarité, où l'altruisme ne conduit pas à égarer son individualité, et où l'égalité de tous n'exige pas le nivellement des différences mais est au contraire la garantie de leur plus complète expression. À ces quelques aspects, plus que sommaires, de l'idéal anarchiste, il faut ajouter ce principe fondamental qu'est la recherche de la cohérence entre les moyens et les fins : les moyens choisis ne peuvent pas être en contradiction avec les fins poursuivis, car la fin étant déjà contenu en eux, le choix des moyens finit par conditionner la réalisation des fins.

L'accumulation et l'usage même le plus rigoureux de moyens n'est pas suffisant pour permettre d'atteindre une fin visée. Si la conception de celle-ci se perd en chemin, si le lien entre l'intention et l'action est rompu, si l'articulation entre un *comment* et ses *pour quoi* est négligé, que ce soit par désintérêt, en raison d'un découragement absolu ou de la certitude que l'on ne changera jamais rien, les moyens finissent par être idéalisés et répétés pour ce qu'ils sont, indépendamment de ce qu'ils peuvent et de ce qu'ils cherchent, ou bien par devenir une finalité en soi – on risque alors de devenir de simples instruments à leurs services. Or, si la prépondérance des moyens sur les fins estropie l'anarchisme en l'amputant de la puissance de son idéal, la prétention à réaliser immédiatement, à une petite échelle, des fins anarchistes sans les articuler avec des moyens conflictuels et offensifs vis-à-vis de l'État et du Capital conduit à dénaturer les fins pour les adapter à la réalité, plutôt que de chercher à renverser celle-ci, et le dépouille de sa charge offensive et subversive. Car il est impossible d'arriver à la libération des êtres humains en cohabitant avec l'État et le Capital, cette libération exigeant l'élimination définitive de toute hiérarchie et de tout pouvoir. De la même manière que les discours sur la liberté, sur la corruption qu'exerce la société sur une masse d'humains bons par nature, sur les méfaits de la politique et les bienfaits de l'autonomie, ou sur la formule miracle de l'autogestion ou du communisme anarchiste peuvent certes rassembler des sympathies – et aussi, c'est vrai et fondamental,

grandir et bonifier les individus ainsi que diffuser dès maintenant l'aversion pour tous les partis, le refus de toute autorité et la nécessité de l'autonomie et l'attrait pour les expérimentations émancipatrices –, mais ils sont incapables d'avancer d'un pas vers ces fins, pas plus que de permettre de trouver des complices avec qui s'insurger dès maintenant.

Un des phénomènes politiques devenu de plus en plus évident avec le temps, c'est que si pour se maintenir, tout pouvoir compte évidemment sur l'usage de la force dans toutes ses déclinaisons répressives et sur l'oppression, sur la peur qu'il exerce et sur le sentiment général de dépossession qu'il inspire, une des armes les plus puissantes pour garantir le statu quo de sa domination est la récupération, et un de ses atouts est sa capacité à s'adapter aux différentes formes de lutte menées par les exploités, parvenant alors à émousser les aspects les plus dangereux, et à insérer les autres dans le cadre des intérêts économiques globaux. Dans le domaine de la lutte du mouvement ouvrier depuis à peine plus d'un siècle, pensons par exemple à la grève générale (et expropriatrice dans sa version anarchiste), qui semblait hier un événement si dangereux, vantée par ses partisans les plus convaincus comme l'antichambre de la révolution, dont la seule mention faisait l'objet de toutes les attentions des différentes polices, quand elle névoque aujourd'hui pas plus que des protestations et des perturbations plus ou moins étendues et des contretemps sans risque sérieux pour l'ordre existant. Quant à l'occupation des usines et des champs et la formation de « conseils », si cela a représenté pendant longtemps un affront à la propriété privé et un risque sérieux, leurs équivalents actuels n'inspirent aucun danger ni en termes de production ni en termes de propriété à partir du moment où elles ne remettent en cause ni les grands principes de la première ni la deuxième. Quant à l'autogestion, pensons que quand elle fut formulée de manière très complète (le terme en moins, mais avec le même intérêt et la même confiance pour ce qui existe déjà) dans *La Conquête du pain* de Kropotkine – quelques années avant d'être mise en pratique au cours de la révolution espagnole –, elle était envisagée non seulement comme une *nécessité* d'organiser la société selon le communisme anarchiste, mais par-dessus tout uniquement *après* que cette société ait rompu avec la propriété et le pouvoir étatique au cours d'une révolution violente, alors que dans les années soixante-dix les partis de gauche et les syndicats de nombreux pays en parlaient, la mettaient à leur programme, voir dans leur constitution et cherchaient à l'appliquer y compris à l'échelle et sous commandement d'un État (comme en Yougoslavie).

Ce n'est qu'après lui avoir retiré tout substrat destructif, toute perspective

d'affrontement, toute exigence d'autonomie et après avoir gommé toute « barrière de classe », que l'autogestion a pu devenir un modèle d'organisation, mélangée à toutes les sauces, un moyen intelligent, rationnel et démocratique d'impliquer les travailleurs dans la production et les citoyens dans la « chose publique ». Des entreprises dites « libérées » (c'est-à-dire où « la majorité des salariés disposent de la liberté et de l'entière responsabilité d'entreprendre toute action qu'eux-mêmes estiment comme étant la meilleure *pour la vision de l'entreprise* ») comme Harley Davidson, la Maif, Michelin, Allo resto etc etc au statut d'autoentrepreneur, en passant par les multiples projets institutionnels et associatifs de « participation citoyenne », les limites d'une autogestion qui s'accommoderait de la persistance d'un pouvoir central, de l'idéologie du travail et de la production, et de l'économie capitaliste, ce contre quoi mettaient en garde des compagnons il y a quarante ans, a fini par donner ses fruits : les travailleurs et les citoyens n'autogèrent que leur propre exploitation, leur dépossession et leur misère.

L'autogestion n'a plus rien de nécessairement anarchiste – à supposer que cela ait déjà été le cas. En fin de compte, peut-être ne s'est-il toujours agi que d'une forme de cogestion, un leur en somme, ou bien un projet chargé de bonnes intentions, mais victime de l'illusion qu'il serait possible de rogner un bout de territoire au capital pour l'organiser selon nos propres règles, libéré de l'économie et de l'exploitation. Possible. Néanmoins, je pense que derrière le terme d'autogestion (peut-être plus problématique et porteur de confusion qu'autre chose), si on ne le considère que dans le cadre de la lutte contre l'existant, subsistent des questionnements et des problématiques impérieuses et peu discutées, considérées comme des sujets futiles ou bien allant de soi. Mais avant de les aborder (puisque c'est le sujet de cet article), faisons un petit saut dans le passé pour introduire et illustrer – outre le caractère intemporel du sujet – un débat constitutif du mouvement anarchiste.

AUX PORTES DE LA RÉVOLUTION

Au lendemain de la guerre, en Italie, les idées socialistes, communistes et anarchistes ont le vent en poupe au sein du prolétariat. Le souffle de la Révolution en Russie, associée à la multiplication et à l'intensification des conflits (comme les vagues d'émeutes contre la vie chère, les grèves à répétition, les manifestations...) sur une grande partie du territoire italien, alimente la conviction que la révolution est sur le point d'éclater. Face à ces événements, au sein des anarchistes, on vit alors se distinguer très nettement deux manières d'envisager la situation, ayant comme point commun de chercher à provoquer et de se préparer à une insurrection, mais avec des hypothèses, des moyens et

des perspectives bien différents.

Au cours des années qui ont suivi les « événements grandioses du biennio 19-20 », l'anarchiste Renato Souvarine tira un riche bilan de cette période révolutionnaire qui manqua la révolution, notamment à travers de nombreux articles, et il contribua à prolonger un débat (auparavant incarné par Malatesta et le journal *Umanità Nova* d'un côté, Galleani et la *Cronaca Sovversiva* de l'autre) dont les termes sont : *Quelle est la tâche des anarchistes ? Reconstruire ou détruire ?* Dans ses termes, les deux conceptions de la tâche des anarchistes qui s'opposent, les deux *tactiques*, sont d'un côté la *tactique reconstructrice* (et contingentiste), de l'autre celle *démolitrice* (et intégraliste), toutes deux ayant subi l'épreuve du feu lors des événements du *biennio rosso*.

« VERS UN ANARCHISME RÉALISABLE ET RÉALISATEUR »

« Jedisque pour abolir le gendarme et toutes les institutions sociales maléfiques il faut savoir par quoi nous voulons les remplacer, non pas dans un avenir plus ou moins lointain, mais tout de suite, le jour même de la démolition. On ne détruit, réellement et définitivement, que ce que l'on remplace [...] »

Malatesta

Si lors du Congrès de l'Union Anarchiste Italienne, à Bologne en juillet 1920, Malatesta et les anarchistes « reconstructeurs » ont jeté les plans de reconstruction pour le lendemain de la révolution (faisant la part belle aux syndicats et aux conseils de fabrique), avant même d'approfondir le moment destructeur et expropriateur de la révolution, parce qu'ils partaient du présupposé suivant : « *Nous ne vaincrons que parce que nous réussirons à reconstruire, et dans la limite de notre capacité reconstructrice* ». Lors des meetings et dans les journaux, Malatesta insistait sur une ligne d'action consistant, outre l'exigence de se procurer des armes – exigence déjà partagée et effective pour la majorité des anarchistes – sur la nécessité de regrouper dans une organisation les anarchistes – ce qui fut fait avec la création justement de l'U.A.I. quelques mois auparavant –, et dans une autre les forces combattantes du moment – d'où la construction acharnée d'un front unique prolétaire et révolutionnaire regroupant tous les *subversifs* pour qui la révolution n'était, à les entendre, pas qu'une affaire de mot, c'est-à-dire des socialistes, des communistes et des républicains (qui tous trois finiront par trahir leurs engagements dès que les événements prirent une tournure sérieuse, notamment après l'insurrection qui éclata à Piombino et à Ancone

fin juin 1920) et des anarchistes. Par ailleurs, les deux autres points étaient la nécessité de faire fonctionner les usines et de cultiver les champs d'une manière nouvelle, au moment même du passage vers la société nouvelle, pour faire en sorte que dans un tel moment « *chaque individu ait son pain, et chaque bébé son lait* », de là la nécessité selon lui, dernier point, de passer des grèves aux occupations des champs et des usines. Des faits qui s'étaient déjà produits dans différents coins de l'Italie au cours des derniers mois, et qu'il s'agissait alors de généraliser et de mener de concert, notamment en s'organisant avec tous les partis et syndicats engagés dans la lutte.

Des points de vue qu'il développa et précisa les années suivantes, plus particulièrement à partir de 1924. Au vu de la situation européenne, il était persuadé que dans chaque pays, une alternance de révolutions et de répressions aboutirait à un nouvel ordre social déterminé par le besoin général et dont la nature dépendra des hommes qui prendront une part active aux luttes sociales. D'après lui, les anarchistes devront donc offrir des solutions pratiques et contingentes aux problèmes qui se présenteront dans les différentes phases de cette révolution. En conséquence de quoi, Malatesta développa un ensemble d'idées nouvelles, tirant un trait sur certains fondamentaux, par exemple l'introduction du communisme ou l'abolition de l'argent, qui de mesures absolues devinrent relatives à chaque situation, ou encore le rapport entre les minorités agissantes et la masse, qui jusqu'ici était basé sur une confiance illimitée dans la capacité d'auto-organisation de celles-ci. Malatesta soutenait en effet que toutes les institutions en vigueur sont une réponse, bien qu'à la manière du pouvoir, à des nécessités réelles, et qu'on ne peut donc les remplacer qu'en ayant des alternatives concrètes. D'autre part, ce n'est pas une révolution qui débouche sur l'anarchie, mais une succession de révolutions qui s'approche graduellement d'une société anarchiste. Enfin, toute révolution s'approchera d'autant plus de l'idéal que les anarchistes parviendront à introduire des solutions libertaires aux problèmes de la société moderne, des solutions à rechercher et à expérimenter. Bien qu'encore en gestation, c'est déjà cette conception des choses qui animait le courant « reconstructeur » lors des occupations de 1920, qui furent parmi les premières tentatives en Italie de réaliser l'autogestion de la production.

**« DÉMOLIR, LIBÉRER LE TERRAIN DES DÉCHETS ET DES DÉBRIS DU VIEIL
ORDRE ; DÉTRUIRE ! »**

Face au pragmatisme de Malatesta pactisant à tout va, car « *étant très peu, et ne pouvant pas à nous tous seuls provoquer un mouvement, ou le commencer,*

il fallait un front unique avec les partis autoritaires affines, pour faire la révolution ensemble », une révolution « *quelle qu'elle soit* » comme il précisait, Galleani opposait l'intransigeance d' « *être et agir en anarchistes, purement et simplement, toujours : avant, pendant et après la révolution* » – comptant avant tout sur la pression des événements, sur les élans rebelles et généreux des foules, de la canaille, et sur l'imprévu –, tandis que Souvarine martelait que « *la révolution sera anarchiste, ou elle ne sera pas* ». Cette tendance était farouchement opposée à toutes alliances et compromis avec des partis autoritaires et gouvernementaux ou avec les syndicats, et rejetait la prétendue nécessité de créer une centrale anarchiste pour guider et coordonner les faits et gestes des milliers d'anarchistes dispersés dans tout le territoire. Peu de temps avant le Congrès de Bologne, Luigi Galleani a fait part, dans un article intitulé « *Attention aux mauvais pas !* », de son point de vue sur diverses questions en rapport avec les préoccupations du Congrès, notamment sur un sujet qui semblait dominer les solutions pratiques dont le Congrès était appelé à s'occuper, et dont celui-ci préconisera d'ailleurs la création : les « conseils d'usine ». D'après lui, il est logique que le parti socialiste, qui ne veut pas de l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie mais aspire à la succession du gouvernement bourgeois, plébiscite la prise en main des lieux de production par ces conseils, car ce serait le moyen de transiger afin de concilier les revendications des ouvriers avec les privilèges des bourgeois, sans grèves et agitations coûteuses aux uns et aux autres. C'est d'autant plus logique que, dans l'éventualité de sa succession politique à la bourgeoisie, il forge dès maintenant les instruments et les institutions par lequel accomplir le passage et réaliser la conquête tant convoitée. Quant aux anarchistes, eux qui « *attendent de l'action directe et révolutionnaire de la masse la violente expropriation de la bourgeoisie* », selon lui, ils ne devraient pas accrédi-ter « *la superstition, cultivée par les conseils de fabrique, que l'abdication des classes dominantes puisse être le fruit d'impossibles négociations amicales entre les deux classes* ». De plus, il remettait en question le fait que la « *nouvelle cellule primordiale des nouveaux organismes économiques* » de la société nouvelle au lendemain de la révolution soit dans les conseils d'usine, confiant au prolétariat la tâche, après avoir exproprié la bourgeoisie, de créer lui-même les formes de production, d'échange et de vivre-ensemble qui garantissent son émancipation et le droit égale de chacun à la vie, à la connaissance et à la joie. Pour mieux comprendre ce qui est désigné par la « *tactique démolitrice* », cela vaut la peine de recopier ici de longs extraits d'articles que Galleani écrivit en plein milieu de la tourmente révolutionnaire :

« *La prochaine révolution, qui devra renverser l'infâme ordre social de ses*

fondations, dans ses bases économiques, dans ses privilèges de classe, ne durera donc que « du samedi au lundi », durant lesquels les conseils d'usine accourront pour étendre sur les vieilles fondations la nouvelle maison qu'ils auront arbitrairement construite pour les citoyens affranchis de l'ordre nouveau ?

Ne nous faites pas pleurer !

Depuis 130 ans, la révolution de 1789, qui n'a investi que l'œuvre morte, que l'enveloppe extérieure de l'ancien régime, n'a jusqu'à maintenant pas réalisé les postulats de la Déclaration des Droits : nos bons « citoyens » sont toujours en meeting pour réclamer le suffrage universel.

Interprétée par les philosophes, par Giambattista Vico ou par Giuseppe Ferrari, l'histoire confie à chaque génération sa part de la tâche rénovatrice. La génération critique est dépassée ? C'est alors au tour de la génération qui doit commencer la démolition du vieux, de l'irrationnel, de l'inique. C'est le nôtre. Espérons qu'elle ne voudra pas y échapper, en empruntant la fonction reconstructive des petits-enfants.

Elle doit détruire ! Creuser une tombe au passé, abattre tout vestige de l'ordre bourgeois, débarrasser le terrain aux enfants qui, libres, pourront rebâtir la ville libre de l'égalité et de la paix, de la justice et de l'amour, celle dont nous rêvons, qui sera leur orgueil et leur joie.

Reconstruire ou détruire sont deux phases, deux moments, ou deux aspects d'un même phénomène de ce vaste, profond et âpre processus rénovateur et destructeur, qui remplira tout une époque historique.

La phase de démolition est dépassée ? C'est de la réponse à cette question que l'on déterminera la tactique anarchiste.

Mais les anarchistes semblent pris d'impatience : ils veulent devancer les temps, les sauter, les annuler, si cela est possible.

Ils s'adaptent mal à la terrible tâche anarchiste des démolisseurs. Nous avons créé des partis anarchistes. Nous avons embrigadé. Les rangs ont grossi ; ils furent même remplis à dessein, dans un but pur et simple de concurrence. Nous avons fait des promesses ; nous avons parlé de réalisations, de constructions. Il y a même parmi nous une plèbe anarchiste et syndicaliste. Celle-là veut entendre parler de réalisations immédiates. L'arrivée de l'anarchisme n'est pas près d'arriver. Elle n'attire pas, ne séduit pas, ne plaît pas, il n'y a pas de satisfactions à travailler pour les siècles futurs, contre tout et contre tous. Il faut être fou pour avancer à contre-courant. On veut savoir ce que nous pouvons donner et faire pour le lendemain de la révolution, ce que nous savons construire.

À force de promettre la lune, de raconter des merveilles sur notre capacité de libération, de salut et de reconstruction, nous avons créé, involontairement et sans nous en apercevoir, une sorte d'obligation morale de sauver les ouvriers de tous les maux qui leur tombent dessus.

Il m'est resté gravé cette phrase écrite par un des meilleurs anarchistes de l'U.A.I. sur le Il Risveglio : « Même L'Avvenire Anarchico ne sait pas indiquer un moyen pour nous libérer de la réaction ».

Et ailleurs encore :

« Il n'y a devant vous qu'une forme et qu'un pacte de reconstruction : détruire ! Démolir, libérer le terrain des déchets et des débris du vieil ordre ; détruire ! Sans scrupule, sans pitié, sans repos, sans peur : détruire !

Ce sont les enfants qui viendront après qui édifieront la ville nouvelle et heureuse, ils trouveront la consécration dans toutes les aspirations à la liberté, la libre-pensée, le travail libre, l'amour libre, l'éducation intégrale et libre des enfants, et une égale garantie de la vie et la civilisation.

Détruire !

On ne passera pas à l'Anarchie – au sens d'une société de libres et d'égaux – comme ça, du jour au lendemain. Elle ne connaîtra une application universelle, pour ainsi dire, que quand l'humanité tout entière se sentira capable de vivre sans les formes de coercition actuelles. Et quand elle les renversera car elle ne les considère pas nécessaires, mais nuisibles. Mais si nous ne pouvons vivre l'anarchie que dans un lointain futur, et que les générations naissant aujourd'hui la salueront certainement, nous pouvons, et nous devons, dès aujourd'hui, vivre l'anarchisme ». Une quinzaine d'années avant, Galleani soutenait déjà que « A ceux à qui nous voulons tant de bien et auxquels nous voudrions inspirer plus de sérieux et une confiance plus suggestive, nous ne pouvons offrir de la ville libre et heureuse [de demain] qu'un magnifique aperçu dessiné par l'espoir, par la fantaisie et par une certaine logique et induction positive, plutôt que par une réalité mathématique et sûre. D'ailleurs nous ne pouvons pas sans abus et sans ridicule en ériger l'architecture stricte et complète. La construction la plus idéale pourrait sembler mesquine, peut-être même grotesque, à nos petits-enfants qui devront habiter cette maison. Ils sauront la bâtir eux-mêmes, adaptée à leurs besoins, répondant à leur goût, digne de l'ère plus évoluée et de la civilisation supérieure dans lesquelles ils seront appelés à vivre. Notre tâche est plus modeste et aussi plus péremptoire. Nous devons leur laisser le terrain débarrassé des sombres ruines, des prisons infâmes, des privilèges odieux, des monopoles rapaces, des lâchetés humaines, des conventionnalismes mensongers, des préjugés empoisonnés, parmi lesquelles nous rôdons, pauvres âmes en peine. Nous devons leur laisser la terre débarrasser des églises, des casernes, des tribunaux, des lupanars, et par-dessus tout de l'ignorance et de la peur qui les protègent bien plus fidèlement que ne le font les sanctions du code pénal et les gendarmes ».

À distance d'un siècle, il me semble que malgré les profondes et multiples

évolutions et transformations qui ont eu lieu dans ce laps de temps, ce débat et les conséquences pratiques qui en découlent sont loin d'être obsolètes. Et qu'au contraire, c'est une porte d'entrée pour penser des questions qui souffrent d'être considérées comme des choses qui vont de soi.

LA DESTRUCTION TOTALE COMME PASSAGE NÉCESSAIRE

« Que mes amis construisent, moi, je n'ai soif que de destruction, parce que je suis convaincu que construire avec des matériaux pourris sur une charogne est peine perdue, et que ce n'est qu'à partir d'une grande destruction que peuvent apparaître de nouveaux matériaux vivants et avec eux de nouveaux organismes. [...] Notre siècle est sous tous les rapports un siècle de transition, un siècle de malheureux, et nous, qui nous sommes détachés de l'ancien sans être parvenus au nouveau, nous sommes des gens malheureux. Supportons donc notre malheur avec dignité, les plaintes ne nous seront d'aucun secours, et détruisons autant que nous pouvons »

Bakounine

Historiquement le programme révolutionnaire anarchiste a pendant longtemps été, au niveau « matériel » disons, la destruction de tout ce que compte l'ordre étatique et religieux, associée à l'expropriation de la bourgeoisie et des moyens de production suivie immédiatement de leur mise en commun. Il s'agissait pour tous et chacun de se réapproprier l'ensemble des biens produits par eux-mêmes, les travailleurs, et qui leur était dérobé par les bourgeois et les privilégiés, ainsi que de s'emparer de la terre et des moyens de production. En finir avec le capitalisme en abolissant la propriété, en expropriant le capital et en détruisant l'État. Cela est pendant longtemps resté en bonne partie valide, mais ne suffit plus depuis belle lurette.

D'abord parce que, si pendant une certaine période de son développement, ce gouffre sans fin qu'est le capitalisme s'est contenté de vendre ce qu'il s'était approprié où ce qui était produit, afin de satisfaire sa raison d'être, à savoir l'accumulation de capitaux, ce besoin insatiable l'a conduit au cours de son développement à rendre comptabilisable, mesurable, valorisable et commercialisable ce qui ne l'était pas auparavant. Si bien que dans une perspective révolutionnaire aujourd'hui, étant donné le niveau avancé de cette prédation du capitalisme sur le monde vivant et non vivant, y compris jusque dans la sphère du sensible et de l'intime, une grande partie des « lieux et des moyens » de production, de valorisation, d'échange et de consommation n'est pas destinée à être réapproprié, mais à être purement et simplement renvoyé à leur inexistence première, car en finir avec la marchandise c'est aussi en

finir avec ces lieux qui ne servent qu'à perpétuer son règne, ces lieux de mort construit à son image.

Un des moments essentiels du passage du vieux monde au monde nouveau est la définition à partir de la vie vécue de ce qui aura sa raison d'être, dans ses trois déclinaisons : ce qui est nécessaire, ce qui est utile, et ce qui est agréable et accroît le plaisir de vivre. Cela étant, si les besoins fondamentaux ne changent pas – néanmoins disons, entre autres, se nourrir, se chauffer, se soigner, se déplacer, échanger, communiquer etc, un minimum de bon sens suffit pour convenir qu'il n'est pas envisageable de se réapproprier les structures et infrastructures qui répondent à ces besoins à l'heure actuelle. Leur nature même condamne tout détournement de leur usage (pensons pour commencer aux plus évidents, par exemple les autoroutes, les aéroports, les zones industrielles, les plateformes logistiques, l'agriculture industrielle et ses complexes, les centres commerciaux, les zones portuaires, les « quartiers d'affaires », les réseaux de télécommunications etc), d'abord parce qu'elles n'ont été conçues que pour répondre aux besoins du capital (ou à la manifestation de nos besoins dans un monde capitaliste), quand bien même nous les usons, par nécessité et involontairement. C'est donc en toute logique que la destruction du capital implique leur destruction sans équivoque. Car leur réappropriation et leur autogestion retireraient certes au capital son pouvoir de décision direct sur ces structures et infrastructures, mais ne remettraient pas ce dernier en cause dans ses fondements, et en restant sur le pas de la porte, il continuerait à être le seul qui en tire un profit réel.

Ainsi, « *afin de rétablir la priorité de la qualité partagée sur la quantité accumulée et échangée* », ce à quoi nous aspirons volontiers, il est vain de se limiter à opposer au dogme de la croissance économique le « *projet d'une décroissance agréable, conviviale et solidaire* », comme nous y incite un émule adorable du situationnisme, pourvu du même optimisme béat ayant malheureusement émoussé le tranchant de leurs premiers brûlots. L'auto-organisation de la vie et de ses besoins hors du dogme capitaliste est un processus qui germera de l'auto-organisation de la lutte à mener dès à présent, sans intermédiaires et sans avant-garde, contre l'élément essentiel du maintien de l'ordre établi, la paix sociale. Par le refus du travail et de sa sacralité, par le refus de la consommation effrénée, par l'élaboration d'une manière de vivre qui ébranle le conditionnement imposé par le capital, par la paralysie et la destruction des structures productives et des rouages du système économique, par une lutte contre les symboles de la richesse et du pouvoir et l'attaque de ses incarnations concrètes. *Nous n'avons pas peur des ruines*, mais à la différence de Durruti à son époque, nous ne voulons pas recevoir ce monde en héritage, et nous devons détruire tout ce que nous ne

pourrons jamais utiliser de manière libératrice, tout ce qui a été construit pour assurer la domination de nos maîtres. Cette aspiration à la destruction totale est certes une conviction consciente et réfléchie, aspiration qui ne peut procéder que d'un acte de volonté. Mais elle est toutefois liée et conditionnée par le fait que le capital lui-même a déjà détruit une partie considérable du vieux monde, qu'il a conçu et configuré les manières de penser, de s'exprimer, de ressentir, de manger, de se vêtir, de se divertir, de se réunir, de voyager, de protester etc qui lui profitent, réduisant ainsi à bien peu de choses la part de ce que l'on pourrait vouloir se réappropriier de ce monde. Sans cela nous pourrions nous en tenir au projet révolutionnaire d'antan, expropriation des moyens de production et organisation et répartition différente de celle-ci. Mais, contrairement à la destruction, cela ne présage aujourd'hui en rien la création d'un monde nouveau.

« Dans ce sens, des questions comme celles-ci ou sur les possibilités d'autogestion et d'autonomie lorsque l'État se fissure nous mènent aux débats de fond concernant les projections anarchistes. C'est dans la révolte que nous nous sommes rendu compte que ces débats que nous avons souvent fuïs, car ils nous semblaient chargés de promesses de révolutions futures, sont en réalité actuels quand nous les considérons dans l'optique du conflit permanent. Le pouls de la révolte et le conflit le disent, l'exigent »

Kalinov Most, janvier 2020

En matière de révolte et de lutte, un des phénomènes parmi les plus intéressants est aussi un des plus ignoré et négligé, à savoir que ce sont des moments de profondes transformations individuelles, influant sur les rapports sociaux. Tout soulèvement comporte son lot de rage, d'agressivité, de ressentiment, de compte à régler, de violence... mais marque aussi une hausse immédiate du plaisir de vivre, une libération de la parole, la redécouverte de soi comme un être agissant maître de son destin, l'émergence spontanée d'une solidarité et d'une empathie rompant avec l'atomisation et l'apathie de vigueur en temps normal. C'est en somme le reflet de ce qu'il y a de plus sombre et potentiellement néfaste en chacun, comme ce qu'il y a de plus prometteur, un élan plein de vie et un combat chargé de contradictions. C'est précisément dans ces moments destructeurs que, comme nous le disions en introduction, s'éprouve quelque chose qui est en même temps créateur. Car au-delà des actes plus ou moins ravageurs et plus ou moins violents, au cours d'une émeute, d'une révolte généralisée où d'une attaque singulière dans un lieu et un moment choisi, qu'y a-t-il derrière, selon les circonstances ? Il y

a, entre autres, de l'engagement et de la mise en jeu de soi, du courage et de la ténacité, de la détermination et de la persévérance, de la réflexion et de la créativité, de la décision et de la conséquence, de la compréhension et de la coopération, une disposition à la rencontre, à l'échange et au dialogue, une attention portée à soi et aux autres et du dévouement, une grande vitalité et du dépassement de soi, du don et de la dépense inaccessible au calcul, de la légèreté et de la volonté.

Lors d'une révolte généralisée, d'un soulèvement ou d'une insurrection, ces faits subjectifs – le déchaînement des passions négatives et l'essor et la propagation d'un panel de pratiques, de facultés, de vertu – coïncide avec la réalisation immédiate – par la destruction et l'affrontement contre le pouvoir et le capital – de conditions objectives propices à l'émancipation individuelle et collective. Sur ce chemin, le cœur qui est mis à l'ouvrage dans la destruction et le conflit doit trouver son prolongement dans des réflexions, des discussions et des expérimentations de différents types notamment pour continuer à se débarrasser de l'emprise du pouvoir, et pour faire croître d'autres manières de vivre sur le vide qu'il laisse. Dans ce sens, outre les questions concernant les limites de la révolte et les moyens d'abattre l'ordre établi et tout régime d'autorité, les préoccupations dont témoignent des compagnons du Chili à propos de la *nécessité qui surgit* d'expérimenter les possibilités réelles de vivre de manière antagoniste à l'État – en le détruisant me paraissent d'une grande importance. Car je désapprouve a priori selon lequel les problématiques concernant « l'autogestion » (au sens de l'auto-organisation de la vie, de ses besoins et de ses jouissances) appartiendraient aux lendemains de la révolution, et qu'il serait donc superflu d'en parler dès à présent, car à l'heure actuelle nous devons lutter pour permettre ce passage par un moment de rupture – ce que j'approuve – vers la société de demain. Tout d'abord, si le projet de *favoriser la rupture* me semble une tâche prioritaire (et colossale à elle seule, étant donné ce qu'elle implique d'analyse, de recherche d'information, de connaissances et de moyens, de préparation, d'organisation et d'anticipation), pourquoi exclurait-elle l'étude des problèmes concrets, au sens large, qui se posent au cours d'un tel moment de rupture ? Certes, pour certains besoins et nécessités, on peut se fier à la spontanéité, aux solutions « d'urgences », à l'improvisation et au petit bonheur la chance, mais pour d'autre il y va d'une tout autre importance. Si dans certains endroits comme les grandes villes, il peut être d'abord primordial de s'organiser pour continuer à agir malgré les mesures répressives (couvre-feu, occupation des rues par les militaires...) et les tentatives de récupération et de normalisation pour mater la révolte, dans d'autres moins urbains c'est l'accès à la nourriture ou les

moyens de se déplacer et de se rencontrer qui prend le dessus. Tandis qu'au fur et à mesure que l'omniprésence du pouvoir de l'État et de l'économie est érodée, si dans les grandes villes c'est la question des ressources et des besoins qui impose des formes inédites d'expérimentation et d'organisation, en zone moins urbaine s'ouvre peut-être la possibilité d'acquérir une autonomie réelle, donc aussi matérielle. Pour quelle raison est-ce que cette « phase plus constructive » relèguerait au second plan la perspective anarchiste d'attaquer et de désorganiser l'État et le Capital ? Ce n'est pas anodin par exemple, qu'en 1906, en plein reflux au lendemain de l'insurrection russe de 1905, les *komunary* (*communards*) aient proposé de regrouper les forces des anarchistes pour lancer une insurrection basée sur la commune anarchiste en s'emparant d'une ville, estimant que la multiplication d'attaques ciblées serait insuffisante, et qu'il fallait ouvrir un autre horizon que celui du capitalisme et de la démocratie.

Il y a une grande variété de critères et de raisons pour trancher du caractère « prioritaire » et de l'intérêt de se préoccuper « à l'avance » de ce genre de questions, mais ce qui est selon moi une erreur c'est d'évacuer a priori tout ce qui ne relève pas au sens strict de « la lutte » (dans ses aspects destructeurs), sachant que plus celle-ci transforme la réalité selon les projections idéales que nous lui attribuons, plus ces questions sont réelles et parties prenantes de l'affrontement avec l'État et le Capital. Par ailleurs, si on inverse la question, qui pense que partir de l'« idée générale » que l'on se fait d'une « société libérée » (même à une petite échelle, de manière partielle et dans la pagaille des événements), donc en considérant l'auto-organisation dans tous les domaines, ne peut pas amener son lot de distinction et de clarification en matière de cibles et d'actions à entreprendre dès aujourd'hui ?

Sans détour. Journal anarchiste apériodique, n°3, février 2020

Promenade au bord du gouffre... un plongeon dans le néant

« Les fléaux, en effet, sont une chose commune, mais on croit difficilement aux fléaux lorsqu'ils vous tombent sur la tête. Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent les gens toujours aussi dépourvus »

A. Camus, *La peste*

Chaos... ou pas ?

L'arrivée de l'épidémie en Italie est le point de départ d'un bouleversement jusqu'alors inconnu. L'économie s'écroule. Des centaines de milliards d'euros disparaissent. Les entreprises ferment. Les administrations publiques, les écoles, les salles de sport... tout est bloqué. Seuls les supermarchés et les magasins de premières nécessités restent ouverts et sont quotidiennement vidés. La majorité des gens sortent de chez eux uniquement pour faire leurs courses. Effrayés, ils ne parlent pas entre eux, chacun cherche à faire au plus vite. On dirait presque un scénario pré-apocalyptique, et certains pourraient penser que c'est le prélude d'une période de chaos. Toutefois, la situation actuelle est tout sauf chaotique : des millions de personnes renoncent à sortir de chez elles au nom d'une responsabilité collective garnie de patriotisme, l'État commande et les citoyens obéissent, certains par peur, d'autres pour éviter des rétorsions. Les relations sont majoritairement médiées par les rapports informatiques, et les contacts humains sont devenus un outrage à la santé collective. L'économie s'oriente sur les plateformes du web, de grosses multinationales gèrent entièrement le trafic des marchandises et des chaînes de supermarchés deviennent le repère principal pour satisfaire les besoins. L'école continue grâce à la connexion à distance ; au moins, les salles de classe seront désormais silencieuses... Que peut-il bien y avoir de chaotique dans tout cela ?

Certes, la situation dans les hôpitaux est loin d'être sous contrôle, mais pourquoi cela devrait-il tant nous étonner, l'État s'est-il peut-être déjà préoccupé de la santé des gens ? La maladie, plus qu'une menace, est une opportunité de profits et de contrôle.

Nous savons pourtant aussi que dans leur ordre, juste en dessous de la surface, le désordre couve, la rébellion se cache, la sensation de vie niée, plus

ou moins atteignable et compréhensible par les consciences individuelles. Il existe un potentiel inexprimé en termes de désir. Plus ce potentiel est banni et nié, et plus il gagne en dangerosité, car il pourrait s'enflammer à tout moment. Ou bien non, peut-être que tout est déjà perdu, et que nous sommes les seuls (nous qui ?) à éprouver encore des passions et des désirs ?

Cependant, si aucune des deux possibilités ne change le choix individuel de continuer à attaquer le pouvoir, celles-ci changent la manière par laquelle nous pouvons refuser l'idée de l'inéluctable reproduction éternelle de l'état de choses actuel. Donnons de la force, en cherchant à percevoir la tension étouffée, à l'idée qu'un monde autre est possible, et que celui-ci n'est pas le meilleur des mondes, le seul monde possible.

Alternative ou cogestion ?

Toutefois, comme cela arrive à de nombreux moments historiques, au cours desquels l'autorité du système sociale en place n'est pas minée à la racine, l'alternative parvient avec difficulté à emprunter la voie de l'altérité, et elle se retrouve le plus souvent embourbées dans la misère de la cogestion.

Qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui d'aider à distribuer des masques ? Cela signifie ou bien que l'on coordonne son action avec la Protection Civile¹ et la Mairie, ou alors que la répression des militaires et des policiers est au coin de la rue, car on viole les lois et les décrets qui interdisent de sortir de chez soi.

Ce système social a créé un monde où vivent 7-8-9 milliards de personnes. Comme le disait Huxley dans son roman prophétique *Le Meilleur des Mondes* :

« La stabilité. Pas de civilisation sans stabilité sociale. Pas de stabilité sociale sans stabilité individuelle. [...] La machine tourne, tourne, et doit continuer à tourner, à jamais. C'est la mort si elle s'arrête. Ils étaient mille millions à gratter la croûte de la terre. Les rouages commencèrent à tourner. Au bout de cent cinquante ans ils étaient deux mille millions. Arrêt de tous les rouages. Au bout de cent cinquante semaines, ils ne sont plus, de nouveau, que mille millions ; mille milliers de milliers d'hommes et de femmes sont morts de faim. Il faut que les rouages tournent régulièrement, mais ils ne peuvent tourner sans qu'on en ait soin. Il faut qu'il y ait des hommes pour les soigner, aussi constants que les rouages sur leurs axes, des hommes sains d'esprit, stables dans leur satisfaction. Criant : « Mon bébé, – ma mère, – mon seul, mon unique amour » ; gémissant :

¹ La Protezione Civile est un service de secours institutionnel qui intervient principalement lors de catastrophes naturelles, chargé de « porter assistance » à la population.

« Mon péché, mon Dieu terrible » ; hurlant de douleur, marmot tant de fièvre, geignant sur la vieillesse et la pauvreté, comment peuvent-ils soigner les rouages ? Et s'ils ne peuvent pas soigner les rouages... Il serait difficile d'enterrer ou de brûler les cadavres de mille milliers de milliers d'hommes et de femmes ».

Quels sont nos problèmes et quels sont les problèmes de la Domination ?

Peut-être devons nous résoudre le problème de la pollution ? Nous ne nous inscrivons pas en fac de biologie, nous abattons un pylône de haute tension pour éteindre une usine.

Peut-être devons-nous résoudre le problème de la pauvreté ? Nous ne fondons pas une banque éthique, nous la braquons et cherchons à détruire le monde du commerce et aussi celui de sa falsification « éco-solidaire ».

Peut-être devons-nous résoudre le problème des maladies ? Nous n'étudions pas la médecine, nous cherchons à abattre ce système social. Car l'action révolutionnaire ne restructure pas la prison et ne l'améliore pas. Elle l'abat pour créer le vide, pour donner la possibilité à la vie d'éclorre.

En effet, l'altérité ne peut naître que là où le pouvoir de l'État n'existe pas, et elle étouffe si les espaces dans lesquels elle essaie de germer ne s'élargissent pas, mais qu'ils restent circonscrits dans de petites poches sous contrôle.

Malheureusement, les morts sont causés par ce monde, par nos choix de vie – ou plutôt, de *survie* – collectifs, non pas par nos choix individuels de lutte. Et une révolution est pavée de sang et de morts, car voilà la condition dans laquelle ce système social a mis l'humanité : ne pas pouvoir exister sans lui. Comment l'humanité pourrait-elle exister sans la science nucléaire, à partir du moment où la première centrale a été mise en marche et le premier déchet produit ? Le prix des choix de ceux qui ont vécu avant nous retombera sur le futur pendant de longues années encore, mais ne pas commencer à payer dès aujourd'hui ces dettes de souffrances ne fait qu'augmenter les souffrances globales.

Le frein d'urgence est un *danger*.

Cependant, si nous ne le tirons pas, la Domination continuera à s'approfondir, en changeant et en dominant même matériellement nos existences. Voilà pourquoi il n'est pas possible d'accepter la cogestion, ni de remettre à plus tard la conflictualité qui devrait être permanente : car c'est leur désastre, et c'est à eux de le payer. Et celui-ci doit finir.

Ceux qui veulent un monde de liberté ne sont pas responsables des massacres de la Domination, pas même de ceux qui adviendront demain ou après son écroulement. Il ne faut évidemment pas perdre de vue le lien entre les moyens et les fins, mais il faut aussi savoir regarder le monde avec un certain *détachement*.

Cependant, il est vrai aussi que le rythme de ces derniers jours est effréné, et la conscience du désastre devient toujours plus évidente pour un grand nombre de personnes. Qu'advindra-t-il quand la peur laissera la place au désir d'espoir ou à l'espoir du désir ?

Un monde inattendu.

Et alors ? Une situation de ce type nous trouve non préparés.

En tant qu'amants de la liberté, nous aspirons à voir les trames de ce régime d'urgence se défaire à cause d'un foyer de passions ingérables. Nous nous demandons pourtant comment les possibilités d'interventions changent quand tout une série de garanties, surtout les plus matérielles, sont niées, ou qu'elles ne sont tout simplement plus assurées par le système social et par son fonctionnement. Comment continuer à avoir des rapports et à s'organiser, d'autant plus si d'importantes distances nous séparent ? Comment est-il possible de diffuser des idées sans qu'elles se dispersent dans le royaume virtuel de l'opinion, s'il devient difficile de communiquer en dehors d'un écran ?

De plus, si les communications et la mémoire sont confiées exclusivement aux *social network*, qui ont le pouvoir de tout éliminer et de censurer à l'improviste, comment garder le souvenir de ce qu'il se passe, bombardé comme on l'est de nouvelles produites par l'*éternel présent* ? Par quel moyen est-il possible de le faire de manière autonome, quand les imprimeries et les typographies sont fermées par décrets ? Et quels risques comporte la tentative de briser ce silence macabre ?

Un regard vers le passé

En cette période, regarder vers le passé pourrait être un bon point de départ pour chercher à s'orienter sur les choix à accomplir. Sans détourner son esprit du présent, qui nous offre une perspective inédite et unique.

Les expériences passées des individus et des groupes anarchistes pourraient nous éclairer au sujet de l'importance de posséder des capacités variées, des connaissances et des moyens ayant permis de donner du fil recoudre à l'État

et à ses moyens répressifs.

Même en temps de guerre ou de dictature militaire, lors desquelles les conditions de précarité étaient bien plus profondes que celles d'aujourd'hui, certains ont réussi à continuer à lutter, en diffusant des idées de révolte et en les mettant en pratique. Mais quels sont donc ces fantomatiques moyens, et quelles sont ces capacités que l'on vient d'évoquer ? Un exemple qui peut sembler banal et évident, c'est la possibilité d'imprimer de manière autonome du matériel papier pour le diffuser en grande quantité et en peu de temps.

Au cours du XXe siècle, il était très courant que ceux qui écrivaient un journal avaient aussi à disposition les connaissances et les moyens matériels afin qu'il soit possible d'imprimer les exemplaires à distribuer. Dans de nombreuses villes, il y avait des imprimeries clandestines où les compagnons pouvaient imprimer leurs tracts, leurs affiches, leurs brochures, leurs livres et ainsi de suite. C'était le cas d'un grand nombre de villes en Russie, à l'époque des régimes tsaristes et bolcheviques, ou encore en Argentine, sous la dictature de Uriburu, où quelqu'un comme Severino di Giovanni – en cavale – pouvait passer en peu de temps d'un braquage de banque à l'impression de livres et de brochures.

D'autres possibilités concernent la connaissance approfondie du territoire dans lequel on vit, et la capacité à s'y mouvoir en passant inaperçu. Pensez à quelqu'un comme Caraquemada, qui pendant des décennies, est parvenu à accomplir des sabotages en territoire franquiste, en compagnie ou tout seul, en franchissant à chaque fois les Pyrénées pour rentrer en France quelques semaines plus tard. Si les formes du contrôle changent évidemment au cours de l'histoire, réfléchir sur les conditions de ceux qui les ont contournées dans le passé pourrait nous aider à développer des formes d'évasion aujourd'hui. Comment s'articule la connaissance du territoire avec la propension contemporaine au nomadisme et au déplacement perpétuel dans l'espace ? Et si les restrictions actuelles imposées étaient une stimulation pour apprendre à se déplacer intelligemment sur un territoire, en devant d'une manière ou d'une autre éviter d'être arrêtés ?

Ce n'est pourtant qu'avec le temps, et non pas dans l'immédiat, qu'il est possible de faire cela. Or, quels scénarios se présentent à nous ?

Un regard vers demain

En simplifiant, peut-être excessivement, seules deux alternatives s'ouvrent à nous.

Nous pouvons évidemment intervenir avec notre action, nous ne sommes pas à la merci des événements ou dans l'attente que l'histoire suive son cours.

Notre volonté a un poids et un rôle dans ce qu'il se passe, aussi bien près de nous qu'au loin. La première possibilité, c'est que la Domination parvienne à trouver une nouvelle stabilité, en normalisant la situation et en continuant à reproduire son monde et les relations qu'il produit. L'autre possibilité, c'est que cette Domination commence à perdre des bouts, à vriller sur elle-même dans une instabilité toujours plus grande, à s'écrouler inexorablement.

Quel que soit le scénario, tout cela pourrait être aussi rapide qu'inattendu.

Dans le premier cas il faudrait comprendre ce que cela signifie de vivre dans un état d'urgence comme cela, et trouver les moyens pour ne pas se retrouver à l'avenir bloquer dans notre action par des limitations extérieures de ce type. Il y a toujours une *prochaine fois*.

Pensons à ce qu'il adviendrait si certains sites étaient prochainement filtrés et rendus inaccessibles. Ou si les cartes SIM de nos portables étaient désactivées. Nous serions muets. Aujourd'hui plus que jamais, étant donné que nous n'avons même pas les moyens d'imprimer, car nous dépendons d'imprimeries professionnelles et de magasins de photocopies, et que nous n'avons peut-être même plus les adresses des personnes avec qui nous voudrions communiquer. Pensons aussi à tous ces éléments de connaissances et aux capacités qu'il est nécessaire de développer avec du temps et non pas dans l'urgence. Aujourd'hui, nous avons ce que nous avons, nos limites et notre ignorance. Ou peut-être que d'autres individus, au contraire, se sentent *prêts* ? Et demain, comment voulons-nous nous sentir ? Et que voudrions-nous *savoir faire* ?

Dans le second cas nous devons être d'abord capables de survivre, et ensuite de faire en sorte que la Domination ne se représente pas sous d'autres formes. La ville est facilement isolable et n'est pas en mesure de subvenir aux besoins de ses habitants : elle nécessite des ravitaillements en provenance de l'extérieur afin de pouvoir continuer à exister.

La ville est fondamentalement un lieu qui pourrait se révéler soudain inhospitalier, car elle est constituée à l'image des pouvoirs qui l'ont façonnée, et pour lesquels elle est fonctionnelle. Les réseaux de relation pourraient être détruits en un clin d'œil par la fuite vers des lieux où il est encore possible de survivre, là où il n'existe pas que du béton. Dans l'impossibilité de se procurer de l'essence, et peut-être de pouvoir se téléphoner et de s'écrire des

mails, vivre ensemble devient nécessaire pour pouvoir vivre bien et conspirer ensemble. Choisir les personnes avec lesquelles être, si nous voulons être avec d'autres personnes, car le futur pourrait être incertain. Si nous souhaitons que les antennes soient brûlées et que les infrastructures soient abattues, il faudra comprendre comment réinventer nos vies, et où. Et peut-être faudrait-il commencer à nous poser ce genre d'interrogations, même si nous avons toujours pensé que le problème de la destruction était si énorme que l'on ne pourrait jamais, dans nos vies, se poser d'autres questions. Et commencer à semer quelque chose, car avec la production *just in time*, il n'est pas dit qu'il existe encore des dépôts de pâtes à assaillir, ou des hangars à piller à côté d'où l'on habite². Les réserves de nourriture pourraient s'épuiser avant même que n'éclosent les fleurs.

La Commune de Paris aurait peut-être duré plus longtemps si dans les campagnes, des groupes de révolutionnaires insurgés avaient attaqué en ordre éparé les bases arrière de l'armée républicaines en brisant leur encerclement.

Lequel des deux scénarios pourrait être le plus plausible selon nous ? En fonction des contextes et des sensibilités, les réponses pourraient être différentes.

Sans recettes, mais avec les idées claires.

Abandonnons l'illusion que le contrôle de l'État et de la Domination puisse être un processus uniforme. À travers l'ensemble du territoire mondial, les dynamiques et les temps seront différents, comme des taches de léopards, rendant vite la situation plus chaotique et confuse.

Peut-être que nous n'aurions jamais pensé véritablement l'écrire, résignés, comme on l'est désormais, à la réalité inéluctable de notre monde. Mais nous pourrions vraiment réussir à voir la naissance d'autres formes de vie. Ce sera difficile de juger les différentes situations de loin, comme nous étions habitués à le faire. Trente kilomètres pourraient séparer des expériences et des modes de vie différents, séparés par un cordon sanitaire de militaires et de policiers.

On ne peut pas donner de recettes, aujourd'hui moins qu'hier. Il y a besoin d'intelligence, de générosité, d'effronterie et d'intuitions, pour comprendre

2 Nous rappelons la contribution d'A. M. Bonanno sur les perspectives insurrectionnelles et sur certaines de ses réflexions concernant les capacités organisatives, mentales et physiques qu'il faut développer, présente dans la brochure (voir par ex. p.21): *Trascrizione dell'incontro « Prospettive insurrezionali oggi » tenutosi il 23 giugno 2012 al Telos di Saronno.*

quoi faire, où, comment et dans quelle temporalité. Quels sont les temps de la destruction et ceux de la construction n'est pas une affaire uniforme pour toutes les sensibilités. Cependant, une seule chose pourra rendre les expériences traduisibles et les intentions communicables : la clarté des intentions. Enfin, qu'en cette période de transformation, la volonté reste ferme, la volonté de détruire toute forme de pouvoir du monde dans lequel nous vivons, en nous comme en dehors.

Pour l'Attaque, ici et maintenant
Pour la Vie, ici et maintenant

Amis de plume

Notes sur l'autogestion

Orphelins de l'échec historique de la perspective révolutionnaire de l'autogestion de la production et de la société qui avait tant animé mouvements et insurrections au cours des 150 dernières années, la plupart d'entre nous préfère en général éluder la fameuse question de la transformation révolutionnaire, en comptant – non sans raisons – sur le fait qu'elle ne se posera que dans le feu de l'action, et que la créativité révolutionnaire de masses en pleine révolte s'exprimera également en tout transformant. Pour celui qui écrit, c'est donc un exercice difficile de ne pas simplement se contenter de souligner les lacunes de certaines approches caricaturales en la matière, parce que s'il ne m'intéresse pas de m'aventurer dans une quelconque prophétie sur ce que pourrait être une société anarchiste, je le suis par contre pour entamer le débat à partir du monde d'aujourd'hui.a

DÉBLAYER LE TERRAIN DU DÉBAT

Voici donc un débat épineux, surtout parce qu'il entend non pas évoquer une projectualité à court ou moyen terme, mais sur une durée plus longue : le processus révolutionnaire, le projet d'un monde nouveau qui vise la transformation inédite des rapports existants. Ce débat devient encore un peu plus compliqué lorsqu'on utilise un florilège de concepts qui servent parfois plus de cache-sexe que de clarification, et qui sont forcément posés en faisant, dans une certaine mesure, abstraction des contextes concrets d'où ils émergent. Avant de tenter une ébauche d'approfondissement, tentons donc d'abord de démêler un peu les termes du débat sur l'autogestion tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

Le premier clivage, la double face de Janus qui hante nombre de révolutionnaires si on veut, est le rapport entre destruction et construction. C'est là où les différentes sensibilités prennent souvent le chemin à rebours. Comme notre rêve, notre idée de révolution, est la réalisation d'une société nouvelle basée sur des rapports libres et en réciprocité, on en vient à se dire qu'en contribuant à faire émerger un semblant de nouveaux rapports, cela ne peut que nous rapprocher d'un bouleversement de la société. Car, et cet argument n'est pas sans fondement, on ne peut pas espérer voir émerger une société d'individus libres en partant des rapports d'exploitation et de domination qui règnent aujourd'hui : en gros, il faut une prise de conscience, une sensibilité aiguisée et différente, pour que puisse naître une société

différente. Cette approche expérimentatrice d'une révolution progressive sans rupture a généralement tendance à exclure la question de la destruction en la renvoyant aux calendes grecques, l'imaginant certes comme un possible passage un peu douloureux et lointain, mais sans trop de sang et de boue. Sur le versant opposé, on trouve à l'inverse des partisans de la destruction sans lendemain. Eux, oui, saisissent la nécessité absolue de la destruction et s'y attellent tant bien que mal. Ils refusent les divagations sur les lendemains qui chantent comme sur toute hypothèse révolutionnaire, en insistant sur la volonté et sur le choix individuel, tout en finissant parfois par tomber – même en proclamant leur amoralisme censé résoudre le problème de la destruction et de la souffrance qu'elle engendre, et pas que chez l'ennemi – dans un moralisme qui peut devenir aveugle aux conditions de la réalité.

Le deuxième clivage se situe autour d'une question assez profonde : celle de la soi-disant nature humaine. D'un côté, il y a les descendants de l'optimisme historique hérité de la Renaissance et des Lumières, désormais liée à la vision moderne du progrès. Pas après pas, l'humanité avancerait vers le bien-être et la liberté, vers le règne de l'abondance et la fin des souffrances. L'eschatologie profondément religieuse n'est pas compliquée à déceler, et tout aussi farfelue qu'elle puisse paraître, elle n'a pas manqué d'inspirer des mouvements révolutionnaires qui ont fait trembler les puissants. Qu'on pense aux paysans millénaristes qui ont mis à feu et à sac l'Europe féodale, avec un pathos incomparable qui leur procurait une force plus puissante que celle des armées disciplinées, pour faire aboutir l'histoire et advenir l'Âge d'Or. Sans même parler de la Renaissance, qui a également nourri en miroir un irrationalisme ayant voulu mettre des prophéties rationnelles ici et maintenant en pratique.

L'homme est-il bon ou mauvais par nature ? Qu'est-ce que pourrait bien vouloir dire, en anticipant la réponse des plus lucides, aller au-delà du bien et du mal ? À un extrême, ceux qui le considèrent bon, en mettant sa brutalité, son abrutissement ou ses atrocités sur le compte de conditions extérieures, ont tendance à imaginer la société anarchiste sous forme d'harmonie des intérêts et des besoins. Non sans raison, d'autres ont répondu que leur vision pouvait le monastère, vu le nécessaire aplatissement individuel pour atteindre une certaine harmonie collective. À l'autre extrême, chez ceux qui le considèrent mauvais en soulignant sa responsabilité dans les atrocités qu'il commet, leur vision du monde futur – lorsqu'ils en ont une – ressemble à une sorte de jungle, où la liberté du loup s'affronterait avec celle d'autres loups. Une sorte de guerre permanente, même si cela est contredit par plus ou moins l'ensemble du monde animal, qui lui, en général, n'a pas bâti de civilisations. En gros, ce serait une sorte de Mad Max où le sang coule à flots.

Si on ne s'efforce pas de comprendre d'où vient cette notion morale et

culturelle de bien et de mal – que tous les civilisés, sans exception, ont en eux, jusqu'aux pires tortionnaires –, on n'a aucune chance de pouvoir rêver un peu d'une société nouvelle où cette notion sera transformée et dépassée. Dans les études anarchistes du passé, ce n'est pas un hasard si beaucoup sont allés puiser de l'inspiration dans le monde animal et chez les peuples dits « primitifs » ou « archaïques » tels qu'ils étaient alors décrits par les premiers anthropologues et géographes : au-delà des fantasmes de l'époque, la diversité inouïe des formes d'auto-organisation et de cosmos permettait au moins de relativiser toute thèse absolue sur la nature humaine, ainsi que sur son fameux développement « naturel » et « progressif ». Cela permettait de considérer que rien n'est inné dans l'individu singulier, pas même la notion de bien et de mal, ou en tout cas, certainement pas de façon uniforme et univoque puisque fruit de constructions. De même, si on prend un peu de recul, on ne peut nier que devant nos yeux, et cela depuis quelques siècles bien documentés, on est face à des êtres humains capables du pire, y compris de laisser sans le combattre leur système social détruire de façon irréversible le milieu qui leur permet de vivre.

Si on rejette toute conception de l'humain qui lui octroie des valeurs innées (dans le bien comme dans le mal qui traversent chacun), on ne peut éviter de toucher la question de la conscience, c'est-à-dire la capacité à distinguer entre le bien et le mal sur la base d'observations, de réflexions, de son entourage, d'expériences, de rêves et de folies. Soulignons immédiatement que, contrairement à ce que l'héritage des Lumières voudrait nous faire croire, la conscience humaine n'est pas la seule affaire de la raison : elle se constitue également, et peut-être même de façon encore totalement inconnue, avec des impulsions irrationnelles. La capacité du cerveau en témoigne : en éveil, la raison travaille, analyse, ordonne, synthétise. Endormi, le cerveau produit des images fantastiques, douces et cruelles, angoissées et jouissives. Est-ce que la conscience respecte cette frontière entre l'éveil et le rêve que notre raison trace impitoyablement ?

La prise de conscience, un problème qui occupe nombre de révolutionnaires – ne serait-ce que pour comprendre sa propre tension avant de saisir celle qui pourrait animer d'autres individus – ne suit aucun chemin rectiligne. Elle n'est pas programmable, et en même temps elle n'est pas non plus simplement le fruit du hasard. Des facteurs analysables et des facteurs inconnus s'y disputent une partie féroce. Parmi les facteurs analysables, il y a la capacité de compréhension qu'on attribue en général à la « culture », c'est-à-dire aux connaissances. La compréhension des phénomènes météorologiques permet par exemple une prise de conscience qu'il n'existe pas un être invisible en train d'orchestrer les tempêtes et le beau temps. Mais la connaissance n'est pas

qu'un facteur de « libération » : toutes les inventions modernes, des camps d'extermination jusqu'à la centrale nucléaire, sont là devant nous comme d'immenses monuments à l'atrocité de la raison. Parmi les facteurs méconnus, inconnus, se trouve tout ce qui échappe à la quantification et a trait au ressenti, au désir, au pathos. Quel est cet impératif catégorique de justice qui me pousse à agir pour frapper l'opresseur ? Certains nieront peut-être son existence et s'imaginent que leur agir est exclusivement déterminé par une analyse des rapports d'exploitation (ce qui, soit dit en passant, pourrait nous lancer sur une piste du pourquoi des révolutionnaires ont fini par instaurer une terreur systématique), mais je sens qu'au-delà de toute analyse, de toute compréhension, de toute accumulation de connaissances de faits et de méfaits des oppresseurs, ce n'est pas uniquement le cerveau qui guide ma main, c'est aussi le cœur. Et là, on entre dans un règne où les ténèbres se font plus épaisses.

Un des points de référence qu'on pourrait peut-être avoir, très fragile et incertain, est alors que *l'expérience directe influence largement la conscience* – ce qui ne revient pas pour autant à dire que l'expérience de la souffrance engendre la disponibilité à annihiler l'opresseur. Sans devenir des programmeurs de l'expérience d'autrui comme les autoritaires, nous pouvons donc faire un pari, un peu hasardeux si l'on veut, que dans des conditions différentes, une conscience différente a plus d'élan, plus de possibilités pour s'épanouir. C'est, si l'on veut, la « justification » pour toutes les luttes partielles, inachevées, incomplètes qu'on peut mener : même si elles n'aboutissent pas à leur conclusion insurrectionnelle, elles créent des conditions qui favorisent une conscience différente. Le leurre, bien sûr, serait de considérer ce processus comme une accumulation et non pas comme une dynamique qui peut tout autant reculer qu'avancer, car il n'existe jamais de linéarité progressive absolue. Ce qu'on peut retenir de ces luttes, c'est l'occasion qu'elles offrent pour faire l'expérience, éphémère, de la qualité, de l'intégrité, de l'union entre la pensée et l'action. Ce genre d'expérience peut alors changer nos vies, tout comme on peut l'enterrer dans une de ces caves profondes du cerveau humain et ne plus jamais soulever le couvercle qu'on a mis dessus.

Le troisième clivage, en procédant de façon un peu ordonnée tout en se rendant compte de l'absurdité profonde de séparer ce qui ne peut qu'être pensé ensemble et d'emprunter par souci de compréhension des termes parfois « binaires », est la question de la temporalité, c'est-à-dire de la généralisation de l'autogestion. À partir de quand l'autogestion est-elle possible sans relever du témoignage ou de l'alternative, en sachant que *son expérience est totalement insignifiante voire impossible sinon dans un contexte de généralisation* ? Et là, on ne doit pas se faciliter la chose. Si on y va, si on veut vraiment débattre de l'autogestion, on ne peut pas s'en sortir en se limitant par exemple à parler de

la construction d'habitats ou de la production de nourriture. C'est une des tares qu'on a hérité d'un trop-plein d'économie politique que de considérer la sphère de la production et de ses échanges, comme la base de tout. Cela a même inspiré toute une vision historique générale qu'on ferait mieux de jeter définitivement à la poubelle : celle qui considère l'évolution humaine uniquement et exclusivement à travers l'économie et ses outils techniques. L'homme des cavernes aurait libéré du temps dédié à la seule survie en façonnant des haches de pierre, réduisant le temps de travail nécessaire à entretenir le feu et permettant de se construire des abris plus résistants : voilà un exemple de cette conception historique qui nous traverse tous, ou presque. Ou encore, l'avènement de l'agriculture aurait enfin inauguré l'ère de l'abondance, plutôt que celle de la domination (nombre d'éléments indiquent pourtant que ce sont plutôt les chasseurs-cueilleurs, par leur petit nombre, la diversité de leurs ressources et leur nomadisme, qui faisaient vraiment l'expérience de l'abondance). L'outil technique, l'économie, ne précèdent pas la création, les arts, le plaisir, le temps « non-productif ». Parler de future autogestion tout court n'est donc pas possible sans la généraliser à tous les domaines de la vie et de l'expérience humaine, y compris en dehors des rapports sociaux de production, en brisant toute spécialisation et séparation. Imaginer une production autogérée de légumes n'a pas de sens sans s'efforcer de parler également de l'autogestion de la transmission des savoirs (mal nommée « éducation » ou « apprentissage »), de la vie en commun même sous forme de petits groupes, de la sexualité, de l'épanouissement, de la naissance et de la mort, de la santé, etc...

LA DESTRUCTION

Comme prémisses à tout débat sérieux sur l'autogestion, il nous faut à présent affronter la question de la destruction. Tentons de le faire en repartant de la perspective autogestionnaire telle qu'elle nous a été léguée par la tradition révolutionnaire depuis le 19^e siècle, et qui se référait grosso modo à la société divisée en classes. D'un côté les exploités et de l'autre les exploités. Les exploités, par leur appât du gain et leur oppression, accumulaient toujours plus de moyens pour générer encore plus de profits ; tandis que les exploités, tout en produisant la richesse, s'en voyaient toujours plus dépourvus ou n'en recueillaient que les miettes. La transformation révolutionnaire de la société, la fin de l'exploitation et de l'abrutissement des exploités, était alors imaginée comme un énorme transfert, comme une vaste expropriation des

moyens possédés par les exploités, au profit de l'ensemble de la collectivité. Étriper le patron, prendre possession des machines et produire en fonction des besoins de tous : voilà en gros ce qui était imaginé, en tout cas comme première étape, une sorte de condition initiale à réaliser pour lancer toute transformation révolutionnaire de la société. Que les uns souhaitent y arriver à travers l'éducation progressive de tous les exploités, les autres par l'action insurrectionnelle ou encore par la grève générale expropriatrice, sans même parler de la question de l'État, ne change en fin de compte pas grand-chose à la perspective.

Certains révolutionnaires, surtout parmi les anarchistes, avaient d'ores et déjà mis en garde que les machines étaient hantées par un esprit qui leur est propre, que leur neutralité était apparente, que la production de masse ne stimulait pas l'épanouissement individuel, mais ils étaient minoritaires. Leurs avertissements allaient vite être assimilés par les partisans de la grande réappropriation prolétaire à ces négligeables expériences communautaires d'utopistes qui s'éloignaient souvent de tout conflit direct avec l'État.

Lorsque l'occasion de « tout prendre » s'est enfin présentée, comme en Espagne en 1936, il a été analysé plus tard que tant que la destruction allait de pair avec l'autogestion de la lutte, avec la production autogérée des moyens nécessaires à la transformation révolutionnaire, ce processus pouvait s'épanouir comme un fébrile rêve de printemps. Mais que dès que l'autogestion a cessé de se généraliser pour rester cantonnée à la seule sphère productive, elle est vite devenue une cogestion soumise aux diktats d'un État républicain pas aussi mort que certains l'avaient cru, imposant une exploitation assez similaire à celle des capitalistes, tout en misant plus sur la conviction révolutionnaire que sur l'ancienne férule pour maintenir la cadence. L'économie avait repris ses droits, anéantissant toute conscience différente. Vinrent alors les nouvelles mesures disciplinaires, les punitions, les hiérarchies, les conseillers techniques, la centralisation de la distribution, la priorisation étatique. Non seulement les leaders anarchistes se sont mis dans une position qui ne pouvait que devenir cogestionnaire, en contribuant malgré eux à étouffer l'esprit nouveau de l'autogestion, non seulement ils se sont enivrés de leur victoire inattendue qui les a rendu aveugles à la recomposition en cours de la structure étatique et à l'ascension fulgurante des forces autoritaires, mais ils ont surtout fait ce qu'ils auraient abhorré un an plus tôt, et ce en toute lucidité et rationalité : mettre fin à la *généralisation de l'autogestion de la destruction*. Poussés par les « conditions objectives » de la guerre, ils ont ainsi freiné, dès qu'ils en avaient la force, les groupes armés qui expropriaient et tuaient des ennemis de classe (au prétexte de priorité de la guerre milicienne contre les fascistes), ils ont

centralisé la distribution de biens (au prétexte de favoriser une distribution plus équitable), ils ont dépêché conseillers techniques et ingénieurs dans les usines (au prétexte d'augmenter la productivité).

Il peut sembler agaçant de revenir une fois de plus sur l'exemple espagnol, qui plus est sans toucher aux autres aspects qui ont concouru à enterrer l'expérience autogestionnaire. Ce que j'aimerais souligner ici, c'est que ce sont aussi, voire même principalement, les partisans acharnés de l'autogestion qui ont voulu gérer et canaliser le processus chaotique de sa généralisation, la condamnant ainsi à mort. Peut-on honnêtement douter de l'intégrité révolutionnaire et humaine de ces anarchistes ? Peut-être pour certains d'entre eux, mais il serait trop facile de dire que les raisons sont à chercher dans les faiblesses, les petites vanités ou la soif de contrôle de ces derniers. La violence de l'éruption révolutionnaire les aurait balayé sans trop de pitié si cela avait été le cas. Non, je pense qu'ils étaient généralement intègres, mais qu'ils se sont placés dans une position où ils ne pouvaient plus, par la suite, refuser le rôle qui leur revenait : celui de gestionnaires. On voit combien la question de l'autogestion est délicate et problématique : un mot de trop, un geste trop brusque, une programmation trop rigide (avec les meilleures intentions du monde) et elle rebascule immédiatement du côté du vieux monde, sachant que le fait que certains individus disposent d'un énorme pouvoir de décision (autoritaire ou délégué, individuel ou collégial) n'aide pas non plus l'affaire.

Depuis 1936, une partie de la donne a encore changé, profondément changé. D'une société industrielle à production de masse, on est passé à une société hybride, dominée par les technologies, produisant une exploitation différente, mais pas moins férocement abrutissante. Les oppositions entre exploités et exploités tendent à s'effacer là où le capital peut se le permettre en continuant à garantir ses taux de profits. Chacun devient producteur et consommateur des services de l'autre, les rigidités de classe s'assouplissent. La standardisation de masse est remplacée par une diversité standardisée. Le monde productif est devenu un, tous ses éléments et ses secteurs dont certains pouvaient encore à l'époque de l'essor de l'industrialisme avoir une certaine autonomie, sont désormais reliés, interdépendants. Le monstre invisible a tissé ses fils et sa toile recouvre tout. Tout rapport entre production, valeur d'usage, valeur d'échange est en passe d'être dépassé, détruit, par une domination presque irréaliste (qu'on pense à la prépondérance des échanges financiers dans l'accumulation capitaliste, ou aux « données » comme ressource primaire).

C'est aussi pour cela que la perspective autogestionnaire d'antan est devenue obsolète. Pire encore, elle risque, et elle le fait depuis plusieurs décennies, de suggérer au capital les restructurations souhaitables, en perfectionnant

l'exploitation. Le monde des grandes entreprises technologiques ne ressemble en rien au monde des grandes industries du textile d'il y a cent ans. On y cause inventivité plutôt que tradition, respect plutôt que discipline, créativité plutôt que rigidité. Les sollicitations révolutionnaires d'autogestion n'y sont pas étrangères non plus, conduisant même certains théoriciens obtus à entrevoir dans la réorganisation actuelle des entreprises l'avènement d'un communisme productif ! Sous ce vernis de permissivité et d'ouverture, les mêmes ravages, les mêmes destructions, les mêmes lacs de sang. Le capitalisme dévaste le monde qu'il phagocyte toujours plus rapidement, toujours plus violemment.

Certains ont dit que depuis la prolifération des centrales nucléaires, toute perspective révolutionnaire d'autogestion avait été définitivement compromise, car leur destruction/démantèlement (en tant que structures impossibles à gérer par nous-mêmes) impliquerait forcément une structure autoritaire et un temps de « transition » trop long pour ne pas hypothéquer le processus révolutionnaire. Mais, à bien y réfléchir, cette considération est valable pour l'ensemble de la mégamachine : plus aucun secteur ne peut être détaché du tout, et ses dimensions ne permettent aucune autogestion décentralisée. Une métropole n'est pas autogérable, et même la production de nourriture, peut-être l'exemple le plus classique et le plus facile pour imaginer un modèle autogestionnaire (avec de petites communes librement fédérées), ne peut aujourd'hui être reprise immédiatement en mains sans continuer la pollution, la dévastation, la propagation de toxicités et de maladies. Changer la superficie des terres cultivées ou la méthode est bien sûr possible et imaginable, mais sur des durées pas forcément très courtes et certainement pas pour répondre aux besoins de l'actuelle population mondiale majoritairement concentrée dans des métropoles, ce qui suppose une gigantesque logistique pour y distribuer les denrées.

Au-delà même de ce qu'ont pu auparavant penser certains anarchistes critiques de la machine et de la dépossession, il ne reste en tout cas à présent plus aucun domaine ou presque qui soit immédiatement réappropriable à l'échelle humaine des individus, en toute autonomie et sans signer immédiatement le retour du vieux monde ou de ses rapports. Dans une perspective anti-autoritaire, la question ne peut ainsi plus être l'autogestion de structures existantes dont il aurait suffi de quelques modifications pour les remettre au service de tous : la seule perspective qui reste pour ouvrir la possibilité d'une transformation des rapports sociaux vers la liberté, est la destruction. En terme d'autogestion, si on veut bien conserver ce terme, c'est de ces chemins du négatif qu'il est urgent de débattre, en échangeant des expériences, en proposant des méthodes ou en en critiquant des aspects, car

discuter d'autogestion en dehors de celle de la destruction nécessaire ne revient au final qu'à contribuer dans la pire des hypothèses à une restructuration de la domination.

Destruction, donc, mais là aussi il faut s'entendre et être autant que possible clair sur ce que signifie ce concept lorsqu'on parle de perspective révolutionnaire. Enfonçons une porte ouverte : la destruction n'est pas une joie. Celui qui agit et qui détruit peut bien entendu y trouver de la joie, notamment celle de toucher la qualité. Mais la destruction, vue plus largement au-delà d'une structure particulière, ce sont également des ruines, de la dévastation, de la souffrance et de la mort. Il n'y a pas de destruction « propre », et au fond nous en avons peur. On peut se réfugier derrière des évocations aussi apocalyptiques qu'éloignées de nous, bien à l'abri du fait d'y être plongé, tout comme on peut continuer à se représenter la destruction comme une orgie de jouissances. Selon moi, ce sont des artifices qu'on s'administre à petites doses pour ne pas voir la tâche qui nous – et pas seulement nous –, incombe : celle de pousser la destruction jusqu'à son paroxysme, sachant qu'on y perdra presque sûrement notre âme, ou qu'en tout cas la destruction ne causera pas seulement la mort chez l'ennemi, mais lacérera aussi nos cœurs et nos tripes.

Doit-on vraiment se voiler les yeux devant la signification d'une proposition aussi énorme que celle de la destruction des métropoles ? Est-ce qu'on se l'imagine comme l'exode mythique du peuple juif hors d'Égypte après les dix plaies, soit toute une population qui se sauve bibliquement de la tyrannie pour fonder ailleurs le règne de la justice ? Combien crèveront de faim et de soif, de souffrances et du soleil brûlant, de bagarres et de jalousies meurtrières, de règlements de compte et d'erreurs d'évaluation sur la route à prendre, puisque nous refusons tout leader illuminé, même à longue barbe ? Pourtant, c'est bien ce genre de chemin chaotique que nous proposons en parlant de destruction des métropoles.

Arrivés à ce passage du texte, nul doute que les gardiens intérieurs de la raison de chacun sont maintenant aux aguets. Ne peut-on pas procéder autrement, en essayant de faire en sorte qu'il y ait le moins de souffrances possibles ? Ne pourrait-on pas adoucir le choc ? Bien sûr que oui, et la Raison dit : si on s'organise correctement (mais sans autorité, ça va de soi), on pourrait par exemple éviter que les gens ne s'entredévorent pour un quignon de pain. Et la Raison continue : on pourrait garantir l'égalité dans la distribution de pain, car dans notre révolution chacun doit recevoir son pain quotidien. Et puis, faute d'abondance immédiate, mais dans un souci d'équité, il faudrait aussi prendre en compte le besoin en pain de chaque individu, différent de celui de son voisin.

Et voilà, la gestion est revenue en grande pompe, parée de ses plus beaux atours, ceux qui brillent d'une blancheur candide et immaculée, ceux brodés du sceau de l'irrésistible justice et de ses chevaliers servants. Sœur gestion et sœur justice vont donc s'organiser ensemble, coordonner, répartir... canaliser et freiner les ardeurs s'il le faut, finissant au pire par rationaliser, rationner puis ordonner. La Raison commence à se préoccuper de tout cela alors que la destruction ralentit, alors que des décombres surgissent déjà les hordes recomposées de chacals de l'ancien et du nouveau monde. *L'autogestion de la survie plutôt que celle de la destruction ramène inexorablement le héraut de l'autorité au centre de l'attention.* Les conditions pour une généralisation de l'autogestion ne commençaient même pas à pointer leur nez que tout recule, tout retombe, tout revient. Les accapareurs et les prédateurs ne tarderont pas à se manifester et à reconstituer un nouvel ordre. Chère Raison qui me déchire et me tourmente : *la destruction totale, la destruction poussée jusqu'à son paroxysme est la seule condition qui peut permettre la généralisation de l'autogestion.* Dit autrement, c'est du négatif que surgira le positif, non seulement en *déblayant tout* pour lui faire de la place, mais aussi parce que ce n'est que de l'autogestion même du déblaiement jusqu'à son terme que pourra surgir sa généralisation.

AUTOGESTION DE LA LUTTE

En revenant un peu sur terre pour regarder en face les problèmes concrets de la lutte révolutionnaire, nous pouvons également appliquer le concept de l'autogestion à la lutte que nous menons, même si certains emploieraient plus volontiers celui d'auto-organisation. C'est en apparence une autre discussion, mais elle n'est pas sans lien avec ce qui précède. Partons donc des suggestions que quelques anarchistes ont lancé récemment ici ou là, notamment à partir de la situation de révolte au Chili, mais pourquoi pas aussi à partir des réflexions qui ont circulé concernant une possible issue insurrectionnelle à la pandémie de covid-19.

Si on a bien compris les présupposés de plusieurs compagnons au Chili, ils ont analysé la situation d'octobre-décembre derniers comme une révolte généralisée, permanente, mais qui a raté dans les premières semaines son occasion insurrectionnelle, c'est-à-dire sa tentative d'assaut mortelle contre l'État, lorsqu'un vide ou une absence avaient été créés (jusqu'à quel point, cela reste à voir scrupuleusement) et auraient permis à un processus

révolutionnaire de commencer. Vu que la révolte n'a pas faibli, au sens où elle a continué à remplir les rues d'émeutiers, les compagnons se sont posés la question de l'approvisionnement, la question de comment auto-organiser une réponse aux besoins fondamentaux. Partant du présupposé qu'ils se trouvaient alors dans une situation de révolte prolongée, des voix et des tentatives pratiques ont émergé afin de mettre en œuvre des « autonomies territoriales », c'est-à-dire de chasser les représentants de l'État de certaines zones et quartiers, ce qui impliquait la mise en place d'un autre système de distribution de nourriture, d'eau, d'électricité, de soins sanitaires etc.

De telles tentatives sont logiques dans le déroulement d'une lutte aussi intense que celle du Chili. Elles répondent à des questions matérielles qui à leur tour permettent une continuation de la lutte, faisant en cela partie de l'autogestion de cette dernière. Pourtant, les dangers qui planent sur ces tentatives ne sont pas des moindres. Viendra ainsi le moment, plutôt tôt que tard, où ces structures matérielles auto-organisées risquent d'entrer en conflit direct avec la continuité même de la lutte destructive, notamment au niveau répressif. N'importe quelle attaque directe peut par exemple entraîner une réponse féroce de l'État contre ces structures auto-organisées (parce que les auteurs de l'attaque restent inconnus ou parce que ces structures en sont complices et solidaires) : comme celles-ci répondent même précairement à des besoins matériels, ces derniers risquent alors de prendre le dessus sur les besoins des autres activités, surtout si le conflit dure, et de recevoir la priorité. Dans ce cas, ce n'est plus qu'une question de temps avant leur intégration et l'anéantissement de ceux qui la refuseraient.

Un autre danger est que les anarchistes se placent dans une position d'où ils ne pourront plus refuser le rôle qu'on leur octroie. Les mécanismes de la conservation, de la reproduction de l'existant ou de la délégation ne disparaissent pas du jour au lendemain. Dans ce genre de cas où se mêlent satisfaction de besoins matériels et activité offensive, l'émergence de leaders relève certainement plus de la responsabilité des subordonnés qui réclament un « Batko » ou un « Durutti » pour les guider que de ceux qui se retrouvent dans cette position pour le moins désagréable de décider pour autrui, mais cela n'en reste pas moins un problème considérable.

L'autogestion est un processus fragile, et si les anarchistes ne s'évertuent pas (ce serait un peu leur tâche historique) à supprimer dès leur apparition les forces autoritaires qui veulent se l'accaparer et la détourner de son sens, elle ne deviendra vite qu'un énième véhicule de la logique de parti, de la délégation et de la gestion. Pour s'atteler dès le début à cette tâche urgente et ne pas soi-même reproduire ce genre de mécanismes, le mieux reste donc assurément de n'être pas en position de le faire en refusant ces rôles de gestionnaires

pour se concentrer sur les autoritaires comme sur la destruction. Cela est pourtant souvent plus facile à dire qu'à faire, notamment parce que dans des contextes relativement restreints, les chefs de demain peuvent aussi être les bons militants et amis d'aujourd'hui. Il faut une lucidité révolutionnaire toute particulière, et une certaine détermination d'agir pour ne pas se laisser aveugler et creuser sa propre tombe.

Dans les luttes intermédiaires d'aujourd'hui, comme celles dites de territoire, ces mécanismes sont parfois déjà à l'œuvre et prennent en général les anti-autoritaires par surprise. Défenseurs des barricades un jour, ces amis d'hier se mettent le lendemain à table pour négocier des contrats de propriété avec l'État. Et non sans déclencher quelques offensives répressives contre ceux qui broncheraient en refusant ce genre de choix.

Un dernier danger, enfin, est que l'auto-organisation que nous promovons vienne combler les manques de l'État, se convertissant ainsi en une sorte de dernier filet de sauvetage en situation d'insurrection. Son inévitable manque d'« efficacité » (comparé aux moyens dont peut disposer un État) pourrait au début encore entretenir la fierté d'être différents, mais ne tardera pas à se rapprocher, pas après pas, des structures étatiques prêtes à l'incorporer à condition de renoncer à toute charge révolutionnaire.

Dans plusieurs réflexions anarchistes qui circulent en Europe à propos du coronavirus, on semble faire l'impasse sur ce danger, confiant en l'intégrité des anarchistes et de leurs propositions. Mais la forme et le contenu sont liés : l'autoproduction de masques pour tout un chacun reproduit et renforce en même temps la consigne (efficace ou pas, ce n'est même pas la question) de l'État sur le confinement en général. La distribution de nourriture aux plus pauvres renforce inexorablement la dépendance, même lorsque ses distributeurs suggèrent, au détour d'un clin d'œil, d'exproprier le supermarché du coin. L'auto-organisation d'un service sanitaire ne répond qu'à un besoin ponctuel, et ne peut pas incarner la dure critique d'une certaine conception de la vie (et de la mort). Contrairement à la situation chilienne, ce danger est d'autant plus important que nous ne sommes même pas dans un contexte de révolte généralisée. Intervenir de façon à fournir une réponse autogérée aux besoins matériels, dans un contexte de dépendance et de servitude accrue, ne nous semble pas une méthode adéquate pour briser les chaînes ; ce faisant on risque de simplement les repeindre, ce qui est peut-être, en tout cas dans une perspective révolutionnaire, encore pire que ne rien faire du tout.

La charité, aussi émouvante qu'elle puisse être lorsqu'elle vient d'en bas, n'a jamais favorisé la rébellion. Mieux vaudrait alors le pire, peut-on entendre murmurer ici ou là ? Certainement pas. Parce que le pire, ce serait de suppléer

l'État dans son œuvre de gestion ; le pire ce serait être aveuglés devant les piles de cadavres qui s'entassent ici, en ne voyant plus l'énorme lac de sang sur lequel ce monde repose ; le pire, ce serait de redonner du bout des lèvres un brin de confiance et de trêve à l'État sous forme d'un accord provisoire lié à la nécessité de gérer la pandémie.

L'autogestion de la lutte demande aux anarchistes une lucidité toute particulière : celle de la promouvoir, mais sans la contrôler ; celle de la stimuler, mais sans l'imposer. Si l'autogestion de la lutte débouche sur une insurrection, il faudra même aller encore plus loin : les anarchistes vont bien sûr être « dépassés » dans ce processus créatif et chaotique, et ils doivent donc avoir la capacité d'ouvrir leurs esprits et leurs cœurs et de laisser libre cours à l'expérimentation. Cette expérimentation ne peut qu'être multiple, contradictoire, chaotique, créative, foireuse, prometteuse : tout en même temps. On s'y retrouvera impliqués au même titre que d'autres, mais peut-être que notre tâche fondamentale ne sera alors pas tant de fournir de petits modèles généralisables, mais plutôt de continuer sur notre chemin d'élimination de tout ce qui fera obstacle à la généralisation de cette expérimentation autogestionnaire. C'est un paradoxe qu'au moment même où les rayons de la chaleur révolutionnaire illumineront la face de la terre, des anarchistes se retrouveront encore à travailler dans l'ombre, comme cette force souterraine et invisible que prévoyait Bakounine.

BESOINS MATÉRIELS, ALTERNATIVISME ET ATTAQUE

Et aujourd'hui ? Demain ?

Déblayons, avant tout, les fausses oppositions. Celui qui focalise toute son activité sur l'attaque destructive est aussi en train de construire, à commencer par lui-même. Pour se donner les moyens d'attaquer, il est forcément aussi en train de s'auto-organiser d'une façon ou d'une autre : il fraude, il vole, il exproprie, il se serre la ceinture. Et surtout, il vole du temps, du temps pour réfléchir, pour discuter, pour analyser, pour préparer, pour accomplir, un temps qui ne correspond à aucun standard productif de l'économie capitaliste et qui est souvent aussi arraché à d'autres relations tout aussi chères mais plus éloignées de ce genre d'activités.

À l'autre « extrême », celui qui dédie son temps à s'organiser pour répondre de façon autonome à ses propres besoins peut aussi être en train d'attaquer. En mettant de côté toutes les âneries de cogestion alternative (qui, comme

leur nom l'indique, font pleinement partie des processus de restructuration capitaliste : un exemple facile serait l'agriculture « biologique », secteur jadis marginal aujourd'hui en plein essor), il reste des exemples de compagnonnes et de compagnons qui s'organisent pour réduire leur dépendance au système de la consommation, à la distribution énergétique, à la hiérarchie médicale. Cela donne lieu à des structures auto-organisées, plus ou moins marginales ou informelles, mais qui fournissent, y compris parfois à d'autres, des qualités difficilement trouvables ailleurs. Ce n'est pas juste une question de se nourrir pour une fois d'autre chose que du supermarché, c'est tout le recul nécessaire que cela présuppose et qui est particulièrement salutaire en cette époque de « déréalisation » et de dépendance. À condition de ne pas construire des fantômes, bien sûr. De ces petites expériences plus autogérées n'advient pas la généralisation insurrectionnelle de l'autogestion, puisqu'elles s'éclipseront devant l'immensité d'une telle vague chaotique déferlant sur la société. En cela, elles ne sont donc aucunement des « embryons » de la nouvelle société. Mais elles peuvent être des moyens d'autogestion de la lutte, et peut-être même plus au niveau « mental », par le fait de se réapproprier une autonomie, qu'au niveau vraiment matériel. Toutes ces petites expériences sont certes vouées à être étouffées par l'État, mais ce n'est pas forcément un problème. Elles auront contribué à la lutte, et auront péri, comme d'autres formes organisationnelles, dans le conflit, pour renaître ailleurs et autrement. Ce n'est que lorsque le racket de l'État – s'intégrer ou dégager – fonctionne que ces expériences deviennent de véritables freins à la lutte en voulant perdurer à tout prix (l'exemple des squats légalisés est à ce sujet plutôt significatif).

Une autre question encore, est la prétention à construire dès aujourd'hui, qui plus est en dehors de tout contexte insurrectionnel et sous forme d'organisation formelle, des structures autogérées alternatives capables de répondre aux « besoins matériels » de gens qui sont en lutte, ou carrément des « exploités » en général. Cette idée de construire un contre-pouvoir par le bas à partir des besoins matériels (et parfois de la souffrance) tournées vers des sujets politiques, en fournissant finalement un service doublé d'un racket idéologique, devient alors facilement non pas un embryon de la société future (ce qui est impossible tellement elle sera différente), mais d'un futur pouvoir avec ses spécialistes, ses rôles, sa volonté de masses et de contrôle lié à toute logique gestionnaire qui part de l'existant.

Pratiquer l'autogestion aujourd'hui, c'est s'auto-organiser pour attaquer. Peut-être que les discussions là-dessus ont trop souvent été limitées et devraient

être élargies, parce que lors de l'attaque, c'est de fait toute notre vie qui est mise en jeu. Pas seulement notre relative liberté de mouvement, mais aussi nos convictions, nos passions, nos amours, nos peurs, nos certitudes et nos doutes. S'organiser pour attaquer, et c'est cela que, pour ma part, j'ai toujours entendu par la « *recherche de l'affinité* » (y compris, voire d'abord avec soi-même), ne devrait donc exclure aucun aspect de la vie.

Si je ne réussis pas à prendre soin de moi (ou de mes complices), je risque fort de ne pas être en condition de faire certains efforts physiques et mentaux. Tout conflue, une fois de plus, dans la projectualité qu'on développe dans nos vies, en englobant l'ensemble de ses aspects. De la même façon, y compris lorsqu'on attaque en solitaire, on n'est pas seuls au monde. Nos proches et toutes les expériences passées sont là, toutes et tous avec leurs sollicitations particulières qui font partie de nos vies. Les liens qui nous réunissent avec eux doivent être en bon état si on veut préserver notre capacité mentale, physique mais aussi émotionnelle pour attaquer. La disponibilité à l'attaque n'est pas juste une question de conviction, de détermination et de certaines techniques, mais un rapport qui englobe l'entièreté de nos vies. Une telle conception se trouve bien entendu à des distances abyssales de n'importe quel alternativisme bon marché, tout comme elle se démarque de toute vision militariste de l'affrontement.

*Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour
la guerre sociale, n° 28, 15 avril 2020*

Cours ! Cours !

Cours, rebelle, cours ! Brise les chaînes qui te retiennent encore, dégage ceux qui veulent te freiner, ne tend l'oreille à aucun pompier politique ni à aucun chef charismatique !

Cours, cours, laisse ce monde derrière toi, avance avec le feu ardent dans ta poitrine. Saccage, brûle et ravage tout ce qui respire l'esclavage et l'oppression.

Cours, avant que le monde ne te rattrape et que tout ne rentre à nouveau dans l'ordre.

N'obéis plus jamais, ne t'incline plus jamais, ne t'agenouilles plus jamais.

La rébellion est ce qu'il y a de plus exquis, de plus beau, de plus fort dans la vie ! Elle *est* la vie. Débarrasse-toi enfin de toute croyance que le pouvoir, n'importe quel pouvoir, ici bas comme là-haut pourrait te rendre libre un jour. Vite, hâte-toi de te débarrasser du chef, du patron et du politicien.

Ne t'attache à rien sauf à toi-même, refoule sous tes pieds tous les drapeaux et tous les insignes, brûle les ponts avec un monde qui ne te propose qu'une vie insipide, triste et routinière.

Et si demain nous ne pouvons pas, pas encore, construire un monde totalement différent, un monde débarrassé de tout pouvoir, cela n'empêche pas de s'atteler dès aujourd'hui à la destruction de celui-ci.

Car d'abord, rebelle exquis, il te faut détruire. Détruire, non pas pour revendiquer une amélioration ; détruire, non pas pour mieux négocier avec l'ennemi ; mais détruire pour raser du sol de cette terre tout ce qui a transformé ce monde en prison à ciel ouvert, faire disparaître tous ceux qui en sont devenus les matons et les dirigeants.

Plus de fausse pitié, depuis des siècles les puissants remplissent des lacs de sang dans la caverne des massacres. Et si le sang doit couler, que ce soit au moins le leur. Que ce soit celui des fomenteurs de guerres, des empoisonneurs de la planète, des esclavagistes de la production, des justificateurs de l'abominable progrès de la société humaine vers le

néant, des trafiquants de mensonges.

Individuellement nous courons aux assauts qui nous appellent ! Il n'y a rien à sauvegarder, il n'y a que la liberté à conquérir. La vraie liberté, la liberté totale, douce et rude, violente et chaleureuse.

Jette ton huile sur le feu, attaque, brûle, saccage, mord ! En tant pis si les autres ne sont pas d'accord, s'ils veulent encore attendre, s'ils reculent devant la confusion qui s'est emparée de la plupart de nos contemporains, s'ils s'affaissent dans l'inertie. Nous continuerons notre oeuvre pour corroder les fausses idées, pour frapper l'opresseur et fustiger l'esclave qui ne veut pas couper la laisse qui le retient.

Et où sont nos compagnons ? Où sont les hérauts de la liberté sans mesure ? Où sont les annonciateurs de la mort de l'État ? Nous saurons nous reconnaître, nous saurons nous trouver quand l'occasion se présentera et que la nécessité se fera sentir. Par la multiplication de petits groupes affinitaires, par la coordination de ceux qui n'ont plus de temps à perdre, qui agissent en partant de leurs propres perspectives. Dans la mêlée bruyante ou dans la douce solitude des nuits obscures, mais toujours avec le regard rivé sur l'ennemi.

La révolte se lève – mais elle ne nous suffira pas. Il nous faut l'insurrection – une insurrection qu'on peut précipiter, et surtout, surtout, pousser le plus loin possible, vers la destruction du pouvoir et la subversion des rapports sociaux. La révolution sociale est encore loin, très loin – mais cela ne nous empêchera pas d'agir dès maintenant, avec l'amour au coeur pour l'anarchie et nos mains fermes sur nos armes de toujours.

Mort à l'État, vive l'anarchie !

*Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n°13, 15
janvier 2019*

